



Ontario

Deposit Insurance
Corporation of Ontario

Société ontarienne
d'assurance-dépôts

Société ontarienne d'assurance-dépôts

PROTECTION - SÉCURITÉ - STABILITÉ

2005 Rapport annuel

Table des matières

- 1** Lettre d'accompagnement
- 2** Personnel de la SOAD, Mission de la SOAD
- 3** Modèle de fonctionnement de la SOAD
- 4** Administration de l'établissement et Sous-comités du Conseil
- 5** Conseil d'administration
- 6** Message du président du Conseil d'administration
- 8** Amélioration du rendement des opérations, rapport du chef de la direction
- 17** Discussions et analyses de la direction
- 19** Responsabilité de la direction et Rapport des vérificateurs
- 20** Etat consolidé de la situation financière
- 21** État consolidé des résultats d'exploitation et de l'évolution du fonds de réserve d'assurance-dépôts
- 22** Etat consolidé des flux de trésorerie
- 23** Notes afférentes aux états financiers consolidés
- 27** Établissements membres

Publications disponibles sur le Site Web de la SOAD

Publications de la Société

- Rapport annuel

Informations pour les établissements membres

- Communiqués au mouvement
- Dialogue : Bulletin des saines pratiques commerciales et financières
- Exemples de politiques
- Guide de l'administrateur
- Guide d'exécution pour le Rapport des fédérations (RAF) et le Rapport des fédérations déposé annuellement (RAFDA)
- Guide d'exécution pour le Rapport de l'établissement membre (REM) et le Rapport de l'établissement membre déposé annuellement (REMDA)
- Guide du processus RSP de la SOAD
- Manuel du processus de Révision sur place (RSP) de la SOAD
- Manuel de référence des saines pratiques commerciales et financières
- Perspectives du mouvement
- Règlement administratif n° 3 de la SOAD
- Règlement administratif n° 5 de la SOAD
 - Guide de travail pour l'évaluation, Conseil d'administration
 - Guide de travail pour l'évaluation, Direction
 - Module sur les prêts commerciaux
- Règlement administratif n° 6 de la SOAD
 - Guide d'application du Règlement administratif n° 6, Prêts douleux
- Vos dépôts sont protégés et QFP

Société ontarienne d'assurance-dépôts

4711, rue Yonge, bureau 700

Toronto (Ontario) M2N 6K8

416 325-9444

1 800 268-6653 sans frais

Télécopieur : 416 325-9722

site Internet :

<http://www.soad.com>

Courriel : info@soad.com



Imprimé sur du papier recyclé

4711 Yonge Street
Suite 700
Toronto ON M2N 6K8
Telephone: 416-325-9444
Toll Free: 1-800-268-6653
Fax: 416-325-9722

4711, rue Yonge
Bureau 700
Toronto (Ontario) M2N 6K8
Téléphone : 416 325-9444
Sans frais : 1 800 268-6653
Télécopieur : 416 325-9722



Ontario

**Deposit Insurance
Corporation of Ontario**

**Société ontarienne
d'assurance-dépôts**

Wm. D. (Bill) Spinney

Chair of the Board

Président du Conseil d'administration

1^{er} mars 2006

L'honorable Dwight Duncan
Ministre des Finances
Édifice Frost Sud, 7^e étage
7, Queen's Park Crescent
Toronto (Ontario) M7A 1Y7

Monsieur le ministre,

J'ai l'honneur de vous présenter, ainsi qu'au Surintendant de la Commission des services financiers de l'Ontario, le Rapport annuel de la Société ontarienne d'assurance-dépôts pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005.

Veuillez agréer, Monsieur le ministre, l'expression de mes salutations distinguées.

Le personnel de la Société ontarienne d'assurance-dépôts



Le personnel de la SOAD
(de gauche à droite)

Assis : Yasmin Khoja, Bob
Edmison, Adrienne Barber,
Richard White, Alla
Brachman, Barry Brydges

Debout (première rangée) :
Grace Wen, Helen Peter,
Danny Pianezza, Tony
D'Errico, Andy Poprawa,
Rannie Turingan, Entela
Josifi, Mercedes Ruano,
Carmen Gheorghe

Debout (deuxième rangée) :
Alana McLeary, Sharon
Haslett, John Burgman, Bill
Foster, Jim Maxwell, Andy
Rechtshaffen, Steve
Kokalariis, Naile Piranaj,
Michael White

Absents: Suzanne Boyer,
Richard Dale, Brigitte Elie,
John Hutton, Winnie Yu

Mission : Protéger les déposants

Vision

Encadrer le mouvement des caisses populaires et credit unions de l'Ontario en assurant la protection des déposants, en consolidant la stabilité financière et en travaillant en collaboration avec les intervenants.

Valeurs

Nous nous efforcerons dans toutes nos activités de faire ce qui suit :

- agir avec professionnalisme et intégrité;
- offrir une valeur ajoutée;
- être proactif et innovateur;
- reconnaître et respecter les principes, les valeurs et la diversité au sein du mouvement des caisses populaires / credit unions;
- collaborer avec les intervenants;
- respecter la diversité et reconnaître l'importance de notre personnel;
- assurer un milieu de travail où le personnel est traité avec équité, en offrant la possibilité et la motivation nécessaires à leur plein épanouissement.

Modèle de fonctionnement de la SOAD

La SOAD a élaboré un modèle de fonctionnement qui résume sa manière de mener ses affaires, compte tenu de ses obligations légales et du contexte général dans lequel elle opère. Ce modèle s'inspire de la position que la SOAD occupe dans le filet de sécurité financier de l'Ontario et du mandat qui lui a été confié aux termes de la loi. Les activités de la direction et du Conseil d'administration de la SOAD tombent dans la

catégorie générale de l'administration, ce qui fait ressortir l'importance de la gestion stratégique et de la gestion des risques de l'entreprise. Le modèle souligne aussi l'importance de la responsabilité et de la reddition de comptes, et les fonctions essentielles que doit assumer la Société dans l'accomplissement de son mandat.

Établissements financiers de l'Ontario - Le Système de réglementation et de supervision

ministère des Finances, Commission des services financiers de l'Ontario, Société ontarienne d'assurance-dépôts

Contexte législatif

Loi sur les caisses populaires et credit unions

Objectifs commerciaux de la SOAD

Dans l'intérêt des déposants :

- fournir une assurance-dépôts
- promouvoir les Normes de saines pratiques commerciales et financières
- agir à titre d'organisme de stabilisation

Autres lois, obligations légales et lignes directrices, dont

- les Directives du Conseil de gestion du Cabinet
- les autres lois, comme la *Loi sur les services en français*, la *Loi sur les normes d'emploi*, etc.

Administration

Conseil d'administration

Orientation des stratégies et des politiques

Comité de gestion du risque

Comité de l'administration de l'établissement

Comité des ressources humaines

Comité de vérification et des finances

Responsabilité et reddition de comptes

- Plan d'entreprise
- Rapport annuel
- Réunions d'information

Gestion stratégique

Stratégies de fonctionnement de la SOAD :

- Évaluation / Gestion du risque
- Réduction des coûts d'assurance
- Protection des déposants
- Relations de collaboration
- Efficience et efficacité

Gestion des risques de l'entreprise

Principales catégories de risques de la SOAD :

- Assurance
- Fonctionnement
- Réputation
- Financier

- Élaboration des politiques
- Examen et élaboration des règlements administratifs
- Modifications aux lois
- Normes de saines pratiques commerciales et financières
- Communication avec les déposants et sensibilisation
- Communications internes
- Liaison avec les intervenants
- Aide internationale

Principales fonctions

- Évaluation des risques
- Assurance
- Respect de la loi et des règlements par les sociétaires
- Intervention / Résolution de faillites
- Gestion des paiements
- Gestion des demandes d'indemnités et des recouvrements
- Obligations de paiement
- Certificat d'assurance-dépôts
- Régime de primes différentielles

- Gestion de procédures judiciaires
- Gestion de l'actif et du passif
- Finances et Trésor
- Gestion des ressources humaines
- Affaires juridiques et administratives
- Technologie et gestion des systèmes d'information
- Vérification interne

Environnement de contrôle

Administration de l'établissement

La Société ontarienne d'assurance-dépôts est un organisme de la province de l'Ontario créé en 1977 et exerçant ses activités en vertu de la *Loi de 1994 sur les caisses populaires et les credit unions*. La Loi définit les objectifs, pouvoirs et fonctions de la SOAD ainsi que les modalités générales de l'assurance-dépôts et d'autres paramètres administratifs. La Société s'acquitte de ses fonctions dans un cadre juridique établi par la Loi, la Directive du Secrétariat du Conseil de gestion du gouvernement sur l'établissement d'organismes et leur responsabilité, ainsi que d'autres lois en la matière. En dernier ressort, elle est tenue de rendre compte de sa gestion à l'assemblée législative par l'intermédiaire du ministre des Finances.

La Loi exige que le conseil d'administration de la SOAD « gère les affaires de la Société ou en surveille la gestion... ». Le conseil d'administration peut comprendre jusqu'à onze personnes, toutes nommées par le lieutenant-gouverneur en conseil pour des périodes variables habituellement limitées à trois ans. Quatre membres du conseil au moins doivent être nommés parmi les personnes proposées par le mouvement des caisses populaires et credit unions.

La SOAD suit un processus de nomination tout à fait particulier afin d'être certaine de recruter les personnes les plus qualifiées pour son conseil. En plus d'une description de poste, elle a élaboré un profil de compétence pour les administrateurs. Elle a aussi établi pour son conseil, pris globalement, un profil de représentation par sexe, expérience, compétence et lieu géographique en vue de conserver un bon équilibre entre tous ces éléments. Un comité du conseil sélectionne et rencontre les candidats en puissance avant d'en recommander la nomination au ministre. Dans chaque cas, la SOAD propose au ministre plusieurs candidats par poste. Une fois que le ministre a fait son choix, la recommandation est soumise à l'approbation du Cabinet.

La SOAD applique les meilleures pratiques d'administration, à savoir les suivantes :

- un processus officiel d'orientation des administrateurs;
- le perfectionnement permanent des administrateurs;
- la planification de la relève au sein du conseil;
- l'évaluation annuelle du conseil avec communication des résultats;
- les séances à huis clos périodiques;
- une séance de planification stratégique annuelle.

Le conseil se fixe également des objectifs annuels par rapport auxquels il mesure son rendement. Il s'agit, entre autres, de stratégies de gestion des risques et de communication avec les intervenants, de gestion des cadres et de rapports et de contrôles de gestion.

La SOAD est membre du Forum sur la régie des entreprises publiques du Conference Board du Canada, auquel elle participe activement. Elle y trouve des enseignements sur les pratiques comptant parmi les meilleures quand on recherche l'excellence en matière d'administration.

Sous-comités du Conseil

(AU 31 DÉCEMBRE 2005)

Réunions du conseil d'administration de la SOAD en 2005

	Nbre de réunions	% Participation des administrateurs
CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOAD	4	94 %
COMITÉ DE LA VÉRIFICATION ET DES FINANCES	4	100 %
COMITÉ DE GESTION DU RISQUE	4	100 %
COMITÉ DES RESSOURCES HUMAINES	2	100 %

Comité de l'administration de l'établissement

Ce comité étudie les questions de politique générale, de l'administration de la Société, les règlements et les principes directeurs et il adresse des recommandations au Conseil. Le comité agit également à titre de coordonnateur du Conseil pour des projets spéciaux comme la planification stratégique de l'entreprise.

- Wm. D. (Bill) Spinney, *président*
- Sherry MacDonald
- Laura Talbot-Allan
- David Yule, *vice-président*

Comité de gestion du risque

Ce comité examine les principaux risques, y compris l'exposition au risque d'assurance-dépôts de la Société, et il adresse des recommandations au Conseil relatives au Cadre de gestion des risques de l'entreprise, y compris des politiques en matière d'évaluation et de gestion du risque, des programmes et des lignes directrices.

- Sherry MacDonald, *présidente*
- Ron Fitzgerald
- Benoit Martin
- Leslie Thompson
- Wm. D. (Bill) Spinney, *membre d'office*

Comité des ressources humaines

Ce comité examine les politiques ayant trait aux ressources humaines de la Société, aux salaires et avantages sociaux et aux questions connexes, et il adresse des recommandations au Conseil.

- Laura Talbot-Allan, *présidente*
- Paul Mullins
- Wm. D. (Bill) Spinney, *membre d'office*

Comité de la vérification et des finances

Ce comité examine les politiques et procédures de placement ainsi que les états financiers mensuels et annuels de la Société. Il est également chargé d'étudier les résultats obtenus par les vérificateurs externes à l'examen des états financiers annuels. Le comité examine aussi les recommandations formulées par le vérificateur interne au sujet des contrôles et procédures internes et il s'assure de la prise de mesures appropriées.

- David Yule, *président*
- Laura Talbot-Allan
- Wm. D. (Bill) Spinney, *membre d'office*

Conseil d'administration de la SOAD



Conseil d'administration de la SOAD (de gauche à droite)

Assis : **Laura Talbot-Allan, Wm. D. (Bill) Spinney, Sherry MacDonald**

Debout : **Leslie Thompson, Paul Mullins, Ron Fitzgerald et Benoît Martin**

Absent : **David Yule**

Wm. D. (Bill) Spinney, B.A.

Wm. D. (Bill) Spinney, président du Conseil d'administration, occupe le poste de directeur général du Parry Sound Area Community Business and Development Centre. Cet organisme s'occupe d'accorder des prêts et d'assurer des services de mentorat aux petites entreprises, en plus d'avoir un volet consacré au développement économique communautaire. M. Spinney a acquis son expérience de l'administration et du crédit commercial dans une banque à charte et a travaillé comme courtier immobilier dans les secteurs commercial et résidentiel. Le mandat de M. Spinney a débuté le 19 mars 2003 et prend fin le 18 mars 2006.

Ron Fitzgerald

Ron Fitzgerald a pris sa retraite en 1997 alors qu'il était chef de la direction de la Coopérative de crédit du service civil Limitée (CS COOP). Il occupait aussi le poste de vice-président de l'Association of Credit Unions of Ontario et représentait les caisses indépendantes auprès de l'Association canadienne des paiements. Il travaille activement avec le mouvement des credit unions depuis 1964. Le deuxième mandat de 3 ans de M. Fitzgerald a débuté le 21 mai 2003 et prend fin le 20 mai 2006.

Sherry MacDonald, CA

Sherry MacDonald assure la vice-présidence, Gestion des risques, en plus d'être le chef de la direction financière, pour un important régime d'épargne-études axé sur la gestion des risques des portefeuilles de placements et le respect de la réglementation dans les opérations. Avec son expérience de plus de treize ans en gestion financière dans les secteurs des pensions et de la gestion des placements, elle s'est spécialisée dans le démarrage des fonctions trésorières et financières en qualité de vice-présidente principale aux finances et de chef de la direction financière. Le deuxième mandat de 3 ans de Mme MacDonald a débuté le 2 mars 2005 et prend fin le 1^{er} mars 2008.

Benoît Martin

Benoit Martin a pris sa retraite en qualité d'ingénieur en électronique et ingénieur chef de projet à General Dynamics Canada. Au sein du mouvement des caisses populaires, il a exercé les fonctions de président et de vice-président de la Fédération des caisses populaires de l'Ontario et il a été sociétaire et président de diverses caisses populaires. Il joue également un rôle actif dans plusieurs organismes communautaires. Le deuxième mandat de 3 ans de M. Martin a débuté le 3 mars 2004 et prend fin le 2 mars 2007.

Paul Mullins, B.A., LLL.

Paul Mullins est avocat et possède son propre cabinet dans le comté de Windsor-Essex depuis 1971. Il a été commissaire au Tribunal fédéral des droits de la personne. Il est maintenant administrateur et ancien président de la Windsor Homes Coalition qui fournit des logements à loyers modiques aux familles à faible revenu. Depuis 24 ans, il siège au conseil d'administration de la Woodslee Credit Union Limited. Il assure actuellement la présidence du conseil d'administration de la United Communities Credit Union qui compte quelque 33 000 sociétaires et un actif de plus de 450 millions de dollars. Le mandat de M. Mullins a débuté le 17 juin 2004 et prend fin le 16 juin 2007.

Laura Talbot-Allan, M.B.A., FCMA

Laura Talbot-Allan est vice-présidente du Département des relations extérieures à l'Université de Waterloo. En cette qualité, elle est chargée de prendre des contacts et d'entretenir des relations étroites avec les entreprises et les administrations publiques, ainsi que de lancer des initiatives stratégiques pour obtenir des soutiens extérieurs, entre autres avec la Campagne de 350 millions de dollars dans le secteur privé. Auparavant, elle a été cadre supérieure dans plusieurs services publics canadiens, ainsi que dans l'administration fédérale et à la Croix-Rouge. Elle a aussi été vice-présidente du conseil d'administration de la CS COOP et présidente de la Société des comptables en management du Canada, et elle continue de faire partie du Conseil ontarien de la qualité des services de santé et du Waterloo Communitech Board. Le deuxième mandat de Mme Talbot-Allan a débuté le 24 mars 2004 et prend fin le 23 mars 2007.

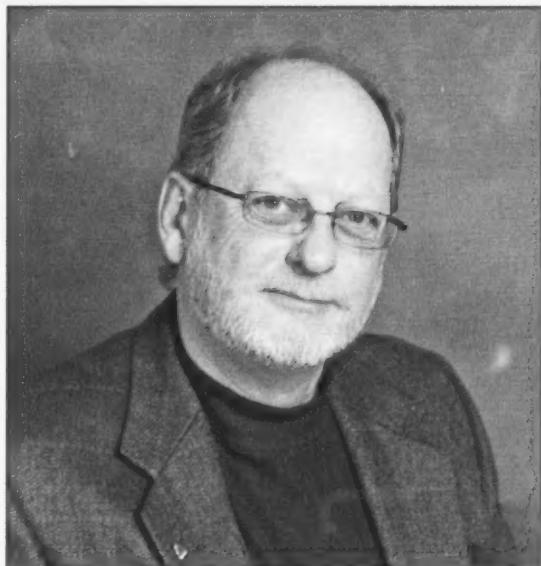
Leslie Thompson, M.B.A., MFA, FICVM

Leslie Thompson est la présidente de LERSKISK, Debt and Risk Management Inc. Pionnière de la gestion du risque et consultante dans ce domaine, elle a occupé des postes élevés de direction auprès d'établissements financiers et dans l'administration publique. Parmi ses clients, elle compte des institutions financières, des administrations publiques et des supranationales du Canada et de l'étranger. Autrefois vice-présidente de la Union Bank of Switzerland et de la Chase Manhattan Bank, elle a aussi dirigé le démarrage des opérations du Trésor (maintenant l'Office ontarien de financement) de la province de l'Ontario. Leslie Thompson détient une maîtrise en administration des affaires de l'Ivey School of Management, une maîtrise en beaux-arts de l'université de l'Illinois, un certificat en gestion avancée du changement stratégique de Rotman en plus d'être Fellow de l'Institut canadien des valeurs mobilières. Le mandat de Mme Thompson a débuté le 12 octobre 2005 et prend fin le 11 octobre 2008.

David Yule, BComm, FCA

David Yule, vice-président, a pris sa retraite en 1997 comme associé d'Ernst & Young, plus particulièrement au sein du cabinet de vérification des établissements financiers et de celui de juricomptabilité. Il siège actuellement à plusieurs conseils d'administration et continue de tenir un cabinet de consultation financière. Le deuxième mandat de M. Yule a débuté le 24 mars 2004 et prend fin le 23 mars 2007.

Message du président du Conseil d'administration



Wm. D. (Bill) Spinney
Président du Conseil d'administration

Pendant la dernière année, la SOAD a continué de bien avancer dans la réalisation de ses objectifs stratégiques à long terme. Au nom du Conseil d'administration, je suis heureux de présenter certaines de ces réalisations :

- Malgré l'échec d'un établissement assuré, tous les dépôts faits dans une caisse populaire ou credit union de l'Ontario ont été protégés contre les pertes;
- Le fonds de réserve de l'assurance-dépôts a grossi, même un peu au-delà des attentes, pour atteindre 85 millions de dollars;
- Nous avons rationalisé davantage nos méthodes de travail pour réduire nos frais d'exploitation;
- L'Office ontarien de financement a pris en charge la gestion de notre portefeuille de placements;
- La version révisée de notre Règlement sur les normes de saines pratiques commerciales et financières est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2005;
- Nous avons mené à terme notre campagne d'information auprès des consommateurs.

Malgré des demandes de règlement inattendues au fonds, nous avons atteint la cible que nous nous étions fixée pour le fonds de réserve en 2005. Celui-ci est maintenant arrivé à l'équivalent de 50 points de base des dépôts assurés, à 10 points de

notre objectif final de 60 points de base. Le taux moyen des primes a baissé d'encore deux pour cent par rapport à l'an dernier.

Avec ses programmes et ses politiques, la SOAD continue de contribuer à la stabilité du Mouvement ontarien des caisses populaires et credit unions et à la confiance qu'il inspire. Notre examen continu des instruments de prêts commerciaux des gros établissements assurés nous permet d'affirmer que l'industrie gère généralement bien le risque de crédit commercial. En 2005, nous avons lancé un programme pilote pour évaluer le risque structurel des établissements assurés et nous faire une meilleure idée de la capacité des administrateurs et des directeurs de comprendre et de gérer les risques structurels. L'initiative que nous avons mise en œuvre pour les établissements de plus petite taille permet à ces établissements aux moyens plus réduits de se conformer à nos normes en les aidant à appliquer les pratiques de gestion des risques appropriées. Enfin, notre programme de révision sur place (inspection) continue de s'intéresser surtout aux domaines pouvant présenter un risque important et de rendre compte des résultats du travail de révision aux établissements intéressés.

Grâce à la gestion efficace des établissements membres par leurs conseils d'administration et leurs directions, le Mouvement ontarien des caisses populaires et credit unions continue de profiter d'une saine capacité financière et opérationnelle malgré les pressions soutenues de la concurrence et un secteur financier qui change beaucoup.

La SOAD continue d'appliquer dans le domaine de la gouvernance les pratiques exemplaires suggérées par la littérature du jour sur le sujet, y compris les publications du Conference Board du Canada. Par exemple, chaque réunion de son conseil d'administration s'accompagne d'une séance à huis clos et d'une période réservée au perfectionnement des administrateurs. Le lecteur trouvera dans ce rapport annuel une plus ample description de nos pratiques de gouvernance.

J'aimerais profiter de l'occasion qui m'est donnée pour saluer tous les membres de notre Conseil d'administration et les remercier du dévouement et du professionnalisme dont ils font preuve en travaillant ensemble dans l'intérêt des divers intervenants. En lisant leurs biographies, le lecteur s'apercevra que nos administrateurs font profiter la SOAD d'un riche éventail de compétences, de

connaissances et de savoir-faire. Pendant la dernière année, M. Royal Poulin de Lavigne, en Ontario, s'est retiré du Conseil après trois ans de service. Au nom du Conseil et du personnel de la SOAD, j'aimerais remercier

M. Poulin de sa précieuse contribution. Ses sages conseils nous manqueront. Vers la fin de 2005 et au début de 2006, nous avons eu le plaisir d'accueillir dans les rangs du Conseil Mme Leslie Thompson, de Toronto, et M. André Auger, de Sturgeon Falls. Mme Thompson est présidente de LESRISK Inc., une société de consultation en gestion du risque. M. Auger, qui a été nommé par L'Alliance des caisses populaires, est le président sortant de la caisse populaire de Sturgeon Falls et de L'Alliance.

L'évolution de la situation financière et opérationnelle du Mouvement a une influence sur l'orientation

stratégique de la SOAD. Les stratégies employées ces dernières années pour améliorer les pratiques de gestion du risque des établissements membres ont réussi, dans une large mesure, grâce à la coopération positive, productive et soutenue entre ces établissements et la SOAD.

En 2006, la SOAD s'est fixé un certain nombre de priorités :

- Participer à l'examen en cours de la Loi sur les caisses populaires et les credit unions en conseillant le gouvernement et en lui faisant part, à sa demande, des résultats de ses recherches sur le sujet;
- Mettre en œuvre son processus révisé d'évaluation du risque afin de mieux comprendre le profil du risque des établissements membres;
- Revoir son régime des primes différentielles et les taux des primes;
- Évaluer la suffisance de son fonds d'assurance;
- Mettre à jour son cadre de gestion des risques de l'entreprise pour faire face aux risques nouveaux.

Pour finir, je crois que l'orientation stratégique à long terme de la SOAD lui a permis de réaliser son mandat et l'objectif du Mouvement d'accroître sa compétitivité et son adaptabilité face aux besoins des sociétaires. En évaluant les risques et en appliquant ses programmes de

gestion avec vigilance, de même qu'en établissant une solide base financière, la SOAD estime qu'elle continuera à protéger efficacement les avoirs des déposants, qu'elle réduira les coûts de cette protection et qu'elle contribuera à la stabilité des caisses populaires et credit unions de l'Ontario en plus de rehausser la confiance qu'elles inspirent au public. Nous sommes heureux de pouvoir compter sur l'appui de tous les intervenants dans nos efforts pour parvenir à ces fins.

Au nom du Conseil d'administration, je tiens à remercier sincèrement tous les intervenants qui ont accepté de se joindre à nous, dans le souci de favoriser le partage des connaissances et des idées, pour atteindre ces objectifs.

À titre personnel, et comme mon mandat à la présidence prend fin au début de 2006, je voudrais remercier tous mes collègues, administrateurs et membres

du personnel, dont le dévouement et le soutien infaillible m'ont toujours été très précieux. Quand je suis devenu administrateur de la SOAD en 2000, la Société était encore déficitaire. Aujourd'hui, je la quitte, fier de ce que nous avons réalisé ensemble en créant non seulement un fonds de réserve impressionnant, mais en continuant de servir parallèlement les intérêts de l'ensemble du Mouvement. Je souhaite à la SOAD et au Mouvement une très bonne continuation.

Au nom du Conseil d'administration,

Le président,

William D. (Bill) Spinney

Amélioration du rendement des opérations, le rapport du chef de la direction



ÉQUIPE DE DIRECTION : Andy Poprawa, *Président et chef de la direction*

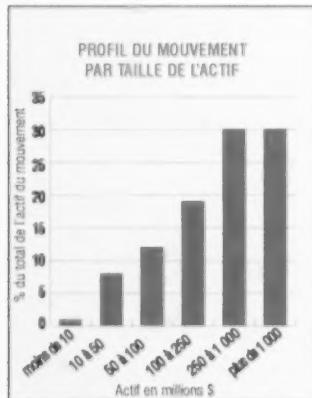
Assis : (de gauche à droite): Barry Brydges, *Vice President, Assurance et Gestion des risques*, Yasmin Khoja, *Adjointe de direction*

Debout : (de gauche à droite): C. William D. Foster, *Vice-président, Gestion de l'actif et recouvrements*, James Maxwell, *Chef de l'administration et des finances*

Au nom de tout le personnel de la SOAD, j'ai le plaisir de donner un aperçu des caisses populaires et credit unions de l'Ontario et de rendre compte des progrès réalisés pour atteindre les buts de la Société en 2005.

Des changements dans la composition du mouvement : *Les regroupements se poursuivent*

En 2005, les regroupements au sein du mouvement se sont poursuivis et le nombre d'établissements membres en activité a baissé de quatorze pour tomber à un total de 227 à la suite de fusions ou de liquidations. Deux de ces fusions ont abouti à la création de très grands établissements selon les critères de l'Ontario - l'un avec un actif de plus de 3 milliards \$ et un autre avec presque 2 milliards \$. Aujourd'hui, plus de 50 p. 100 de l'actif de tout le mouvement de l'Ontario sont détenus par les dix plus grands établissements membres.

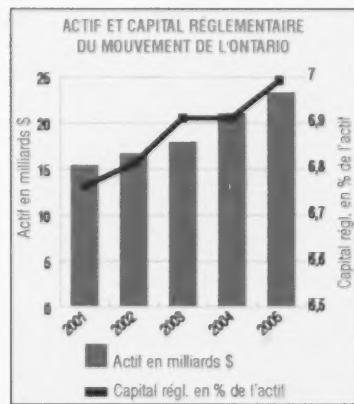


La croissance de l'actif et les liquidités

Le total de l'actif et des dépôts comptables a enregistré une croissance sur douze mois de plus de 4 p. 100. Les prêts commerciaux ont continué sur leur lancée avec une très forte croissance de 14 p. 100 tandis que les prêts hypothécaires résidentiels ont connu une croissance moins rapide à 9 p. 100. La composition du passif-dépôts est restée en grande partie la même que l'an dernier, à raison d'un tiers en dépôts à vue, un tiers en dépôts à terme et le reste en dépôts enregistrés. À la fin de 2005, les liquidités brutes s'élevaient à 14 p. 100, marquant une troisième année de tendance à la baisse.

Une capitalisation toujours forte

Le capital global du secteur s'est amélioré à 7 p. 100 de l'actif, dont 4 p. 100 représentaient des bénéfices non répartis. À la fin de 2005, tous les établissement membres sauf trois (dont un administré par la SOAD) possédaient le capital minimum prescrit par la loi, à savoir 5 p. 100 sur la base du levier.



Une qualité des prêts à l'intérieur des limites acceptables

Tout au long de 2005, la qualité des prêts du mouvement, mesurée d'après l'ensemble des coûts liés aux prêts et le montant des prêts en souffrance, est restée dans les limites acceptables. En plus, le ratio de couverture (provisions pour prêts comme pourcentage des prêts douteux) a augmenté régulièrement ces trois dernières années, ce qui indique que les établissements membres se constituent prudemment des réserves en prévision d'éventuels problèmes de crédit. Le montant brut des prêts en souffrance depuis plus de 90 jours a augmenté légèrement à 52 points de base du total des prêts, contre 49 points en 2004.

Une rentabilité globale à la hausse

En 2005, la rentabilité a continué d'être influencée par la faiblesse des taux d'intérêt canadiens. Les marges financières ont quelque peu augmenté à mesure que les taux sont remontés durant l'année, mais les frais d'exploitation globaux ont suivi la même tendance, ce qui a réduit l'impact positif ultime. Le rendement global de l'actif moyen est passé de 24 points de base en 2004 à 34 points en 2005. Un certain nombre d'établissements ont enregistré des pertes d'exploitation pendant l'année et font maintenant l'objet d'une surveillance étroite. La SOAD espère ainsi les aider à rectifier les problèmes à la source des pertes ou à obtenir que leurs sociétaires injectent suffisamment de capital pour soutenir leur viabilité.



Une plus grande conformité avec les normes de saines pratiques commerciales et financières

En 2005, la conformité avec les normes de saines pratiques commerciales et financières a continué de s'améliorer, comme en témoignent les résultats du programme de révision (d'inspection) sur place. À la fin de l'année, 88 p. 100 des établissements membres, dont la quasi-totalité des plus grands, avaient réussi à être en parfaite conformité avec toutes les normes - une augmentation de 8 p. 100 par rapport à l'année précédente.

La répartition des établissements membres par catégorie de primes

Le régime de primes différentielles de la SOAD permet de mesurer le profil de risque global des établissements à l'aide de facteurs quantitatifs et qualitatifs pour chacune des cinq composantes clés - le capital, la qualité de l'actif, la conformité avec les normes de saines pratiques commerciales et financières, les bénéfices, et le risque lié aux taux d'intérêt. Le tableau suivant fait ressortir la migration positive vers les catégories de taux de primes les plus basses au cours des quatre dernières années. En conséquence, le coût global de l'assurance-dépôts à la charge des établissements membres continue de baisser.

LA COTATION GÉNÉRALE DES RISQUES RPD : DE 2001 À 2005						
RÉPARTITION FONDÉE SUR LE POURCENTAGE DE L'ACTIF DU MOUVEMENT PRIME CALCULÉE SUR 1 000 \$ DE DÉPÔTS ASSURÉS						
Catégorie de prime \$	Niveau de risque	2001	2002	2003	2004	2005
0,90	Faible	13 %	15 %	30 %	38 %	36 %
1,00	Faible	46 %	50 %	39 %	40 %	48 %
1,15	Modéré	33 %	30 %	30 %	20 %	15 %
1,40	Élevé	7 %	4 %	1 %	1 %	1 %
2,10	Élevé	1 %	1 %	0 %	1 %	0 %

RÉSUMÉ

Aux prises avec un marché compétitif où les taux d'intérêt restent faibles, le secteur ontarien des caisses populaires et credit unions s'est encore regroupé et a, en même temps, élargi ses services aux collectivités de toute la province. La baisse de rentabilité de certains établissements membres continue de susciter des inquiétudes au sujet de leur viabilité future dans le contexte si compétitif des services financiers d'aujourd'hui.

PROFIL DES ÉTABLISSEMENTS MEMBRES DE LA SOAD		
En un coup d'œil....		
	2005	2004
Nombre d'établissements	227	241
Actif total (en milliards)	23,3 \$	22,2 \$
Total des dépôts (en milliards)	20,7 \$	20,0 \$
Dépôts assurés (en milliards) comme pourcentage du total des dépôts	17,0 \$ 82 %	16,7 \$ 84 %
Ratio du capital réglementaire (sur la base du levier)	7 %	6,9 %
Qualité de l'actif (coûts liés aux prêts comme % de l'actif moyen)	0,12 %	0,10 %
Rendement (revenu net comme % de l'actif moyen)	0,34 %	0,24 %

LES STRATÉGIES ET OBJECTIFS DE LA SOAD

Pour s'acquitter du mandat que lui confère la loi, la SOAD s'est fixé cinq objectifs clés dans son plan d'entreprise :

- Évaluation et gestion proactives des risques pour le fonds;
- Réduction maximale du coût de l'assurance-dépôts à la charge des établissements membres;
- Ressources financières suffisantes pour protéger l'argent des déposants;
- Maintien de relations de collaboration avec nos partenaires;
- Une gestion efficace et efficiente.

Nous avons le plaisir d'annoncer à nos partenaires que de grands progrès ont été faits en 2005 vers la réalisation de ces objectifs et des buts particuliers fixés dans notre plan.

Une évaluation et une gestion proactives des risques pour le fonds

Avec l'aide de ses partenaires, la SOAD a mis en œuvre des processus rigoureux et disciplinés pour évaluer et gérer le risque pour le fonds, afin de protéger les intérêts des déposants. Ces processus ont aidé à réduire considérablement les demandes de règlement à imputer sur le fonds et à améliorer la santé financière et opérationnelle de nos établissements membres.

En 2005, nos buts particuliers étaient les suivants :

- Promouvoir les normes de saines pratiques commerciales et financières révisées;
- Tenir à jour le profil de risque de chaque établissement en procédant à des évaluations sur place et à distance;
- Fournir aux établissements membres des analyses financières et d'autres informations pour les aider à gérer leurs risques;
- Faire de la recherche sur les nouveaux risques et donner des informations aux partenaires;
- Intervenir dans les affaires des établissements membres quand le risque pour le fonds est jugé important ou qu'une aide et des conseils sont nécessaires.

CARTE DE POINTAGE FINANCIÈRE 2005 DE LA SOAD (MILLIONS \$)

	Prévisions	Réalité
Fonds d'assurance	84,8 \$	85,0 \$
Demandes brutes de règlement d'assurance	3,0 \$	3,2 \$
Recouvrement de pertes des années passées	0	0,5 \$
Total des frais d'exploitation bruts	5,9 \$	5,7 \$
Total des frais d'exploitation nets	5,8 \$	5,6 \$
Rendement des placements	2,75 %	2,76 %

RÉSULTATS POUR 2005

Promouvoir les normes de saines pratiques commerciales et financières révisées

Les normes de saines pratiques commerciales et financières (le Règlement administratif n° 5 de la SOAD) sont l'un des éléments clés de notre stratégie d'évaluation et de gestion des risques. Nous estimons que les établissements membres qui se conformeront à ces normes réduiront considérablement la probabilité de connaître des problèmes et de voir ensuite la SOAD ou la Commission des services financiers de l'Ontario (CSFO) intervenir dans leurs affaires. Une version révisée du règlement sur les normes est entrée en vigueur et s'applique comme condition d'assurance à tous les établissements assurés pour les exercices commençant après le 1^{er} juillet 2005. Parmi les changements les plus importants apportés à l'ancienne version, il y a la clarification des responsabilités du conseil et de la direction, une rationalisation des mécanismes de présentation de rapports et des directives sur les nouveaux risques. En 2005, la SOAD a travaillé avec l'industrie pour mettre à jour un certain nombre d'outils de mise en œuvre afin de faciliter et de guider le respect des normes révisées.

Tenir à jour le profil de risque

En 2005, la SOAD a adopté un cadre révisé d'évaluation des risques en vue de moderniser le processus en fonction de l'évolution du profil démographique du mouvement ontarien. Le « cadre d'évaluation des risques » révisé se fonde sur des cadres analogues en usage au Bureau du surintendant des institutions financières (Canada), à la Financial Institutions Commission de la Colombie-Britannique et à la Credit Union Deposit Guarantee Corporation de la Saskatchewan. Ce nouveau cadre est basé sur une évaluation axée sur les risques inhérents à chaque établissement membre et la manière dont il permet de gérer ces risques est conforme aux normes révisées de saines pratiques commerciales et financières.

Pour effectuer une évaluation du profil de risque d'un établissement, le personnel de la SOAD se sert de l'information qui lui vient de différentes sources, dont les rapports trimestriels et annuels des établissements à la SOAD, leurs plans d'affaires et rapports annuels, les résultats des révisions et examens sur place de même que des entrevues avec la direction et le conseil d'administration.

En 2005, la SOAD a procédé à un total de 109 révisions sur place, examens sur place et examens des prêts commerciaux et du risque structurel. Selon l'entente qu'elle a conclue avec la CSFO, l'organisme de réglementation responsable des caisses populaires et credit unions de l'Ontario, ces RSP ont été menées conformément à des normes acceptées de part et d'autre en recourant à des bureaux de spécialistes de l'extérieur. En vue de se pré-munir contre le risque inhérent au portefeuille de prêts commerciaux en pleine croissance du mouvement, la SOAD a poursuivi ses examens des pratiques et des portefeuilles de prêts commerciaux des établissements assurés en faisant appel à des fournisseurs de l'extérieur.

D'après les résultats de son examen, les pratiques en vigueur au sein du mouvement pour les prêts commerciaux sont généralement satisfaisantes. Pour aider les établissements assurés à mieux gérer les risques associés aux prêts commerciaux, la SOAD a parrainé l'élaboration de pratiques exemplaires de gestion des risques dans les prêts commerciaux, y compris la création de systèmes de cotation du risque, de listes de surveillance et de normes de documentation. Ces pratiques exemplaires révisées ont été mises à la disposition de tous les établissements assurés. En outre, la SOAD a aussi lancé un nouveau projet d'examen des risques structurels inhérents aux activités des caisses populaires et credit unions. La SOAD prévoit élargir son programme en 2006 dans l'idée de formuler aussi des pratiques exemplaires sur les risques structurels.

L'initiative concernant les petits établissements membres

Consciente des besoins spéciaux des petits établissements membres, en particulier des credit unions au lien d'association fermé, aux opérations d'épargne et de prêt de base, la SOAD continue de recourir à son propre personnel pour les soumettre à un examen sur place et les aider, à ce moment là, à suivre les processus de gestion des risques dont ils ont besoin pour se conformer aux normes. Une telle approche tient compte des ressources limitées de ces petits établissements et elle a prouvé que

ceux-ci devenaient ainsi plus aptes à continuer de servir leurs sociétaires.

Les analyses financières et les informations

Par le passé, la SOAD fournissait régulièrement à tous les établissements membres des analyses financières et des informations sur leur situation et leur rendement. Avec le temps et à mesure que l'industrie se diversifiait, ces rapports ont perdu de leur utilité. Par conséquent, tout au long de 2005, la SOAD a travaillé avec une entreprise de développement de logiciels pour développer et mettre en pratique un outil d'analyse financière dynamique et détaillé sur le Web qui donne à tous les établissements la possibilité d'accéder, sur le site Web de la SOAD, à diverses fonctions d'analyse, dont des comparaisons avec les résultats de groupes d'établissements analogues définis sur mesure. Ces nouvelles fonctions permettront aux établissements de réaliser des analyses et des comparaisons financières significatives en prenant appui sur les résultats d'autres caisses populaires et credit unions comparables à eux.

Les travaux de recherche

La SOAD fait de la recherche sur les nouveaux risques et en communique les résultats à divers partenaires, y compris les établissements membres, la CSFO et le ministère des Finances. En 2005, elle a largement fait bénéficier de ses travaux de recherche les discussions sur l'examen de la loi et des règlements afférents.

L'intervention dans les affaires des établissements membres

En intervenant sans tarder dans les affaires des établissements membres dont le profil de risque s'est dégradé, on réduit au minimum la probabilité et l'importance des pertes d'assurance pouvant survenir. Dans les cas où les établissements membres ne peuvent ou ne veulent pas prendre les mesures correctives appropriées, la SOAD a le pouvoir d'intervenir dans leurs affaires pour s'assurer qu'ils mettront rapidement en œuvre des plans d'action remédiant aux risques exceptionnels. Les interventions se font progressivement, en trois phases. Le degré d'intervention par la SOAD en 2005 n'a guère changé, parce que le nombre d'établissements à problèmes n'a pas augmenté de façon notable.

Les établissements membres dont le profil de risque se dégrade sont placés sur la liste de surveillance. En 2005, la SOAD a travaillé avec les conseils d'administration de treize établissements membres de cette liste, qui totalisaient un actif de 2,41 milliards \$. Grâce à cela, deux d'entre eux ont réussi à résoudre leurs problèmes et

n'ont pas dû faire l'objet d'une intervention formelle. À la fin de l'année, neuf établissements (contre cinq en 2004), totalisant un actif de 2,39 milliards \$, sont restés sur la liste de surveillance. Les établissements membres répondant à certains critères fondés sur le risque peuvent être mis sous supervision. En consultation avec le Comité consultatif des partenaires, composé de chefs de la direction des fédérations et associations et d'autres dirigeants du mouvement, la SOAD a établi des critères de placement sous supervision applicables à toutes les caisses populaires et credit unions, à savoir l'insuffisance du capital, dont le minimum réglementaire doit être de 5 p. 100 sur la base du levier, et une non conformité persistante et importante avec les normes de saines pratiques commerciales et financières de la SOAD d'après les résultats des RSP. La SOAD a pour pratique de laisser aux établissements membres suffisamment de temps pour remédier aux faiblesses constatées au cours des RSP avant de les placer sous supervision. Le délai accordé dépend de la gravité de ces faiblesses et de la chance que l'établissement a de pouvoir y remédier rapidement. En 2005, aucun établissement membre n'était sous supervision.

Lorsqu'un établissement membre est incapable de s'acquitter de ses obligations, la SOAD a le pouvoir de le placer sous son administration. Il peut ainsi poursuivre ses activités sous le contrôle de la SOAD tout en disposant de suffisamment de temps pour élaborer et mettre en œuvre la stratégie qui lui permettra le mieux de protéger les déposants et le fonds. À la fin de 2005, un seul établissement, la Mariposa Community Credit Union Limited dont l'actif s'élevait à 14 millions \$, était administré par la SOAD. Cette credit union avait subi d'importantes pertes sur des prêts et les avaient déclarées. La SOAD a élaboré une stratégie de règlement afin de protéger tous les déposants assurés contre d'éventuelles pertes et d'optimiser le recouvrement au profit des actionnaires.

Après la défaillance ou quasi-défaillance d'un établissement assuré, la SOAD analyse les problèmes qui sont survenus et prend les mesures nécessaires pour réduire au minimum le risque que ces problèmes ne se répètent à l'avenir. Cela signifie qu'elle partage l'information avec les organismes chargés de l'application de la loi et des enquêtes dans les cas d'infraction possible à la loi. Par exemple, en 2005, l'ancien

président-directeur général d'une credit union a plaidé coupable à des accusations d'infractions provinciales parce qu'il avait omis de déclarer un grave problème de liquidités. Dans un autre cas, un ancien administrateur d'une caisse populaire a fait l'objet d'accusations au criminel pour fraude.

Une assurance-dépôts à un coût réduit au minimum

Le coût de l'assurance-dépôts à la charge des établissements membres continue de décroître grâce à l'amélioration de leurs profils de risque. En 2005, les primes s'élévaient à un peu moins de 1 \$ par millier de dollars de dépôts assurés, soit environ 2,3 p. 100 du montant global des frais d'exploitation. En outre, les coûts recouvrés par la CSFO auprès des établissements membres ont également baissé depuis que la SOAD s'est chargée de procéder à des évaluations systématiques des risques sur place et à distance. La Société reconnaît, toutefois, que l'assurance-dépôts est un important facteur coût sur un marché aussi compétitif que le nôtre. Elle s'est fixé, entre autres objectifs stratégiques, de le réduire au minimum tout en veillant à ce qu'un cadre approprié de gestion des risques reste en place. En 2005, nos buts particuliers étaient les suivants :

- Examiner les niveaux de primes afin de nous assurer qu'ils suffiront à constituer le fonds cible;
- Recouvrer le maximum au moyen de liquidations et de procédures judiciaires.

RÉSULTATS POUR 2005

Le régime de primes différentielles

Le régime de primes différentielles a été conçu pour récompenser les établissements membres qui ont un meilleur profil de risque, en abaissant leurs primes. Chaque année, la SOAD revoit son processus d'évaluation et les taux de primes pour être certaine que le régime atteint ses objectifs primordiaux. Comme l'indiquent les cotes de risque, la majorité des établissements membres ont pris les mesures nécessaires pour réduire au minimum leurs taux de prime, réduisant ainsi le risque pour le fonds de réserve d'assurance-dépôts. En raison d'une amélioration des profils de risque fondées sur une augmentation des bénéfices et une plus grande conformité avec les normes, les primes d'assurance-dépôts de 2005 ont été plus faibles que prévu. Les taux d'assurance-dépôts de l'Ontario soutiennent maintenant la concurrence de ceux des autres organismes d'assurance-dépôts et de stabilisation provinciaux des caisses populaires et credit unions.

L'analyse des niveaux de primes a révélé que la SOAD était sur la bonne voie pour atteindre son fonds cible avec le revenu qu'elle tire des primes actuellement. Nous avons, en conséquence, recommandé au gouvernement de conserver les niveaux actuels pour 2006.

PRIME D'ASSURANCE-DÉPÔTS ESTIMATIVE EN VIGUEUR COMPARAISON AVEC DES ORGANISATIONS D'AUTRES PROVINCES EN 2004		
PROVINCES	PRIME CALCULÉE POUR 1 000 \$ DE DÉPÔTS ASSURÉS	FRAIS D'EXPLOITATION
Alberta	1,70 \$	0,44 \$
Saskatchewan	0,50 \$	0,51 \$
Manitoba	0,98 \$	0,31 \$
Québec	0,66 \$	0,41 \$
Ontario (2005)	1,00 \$	0,31 \$

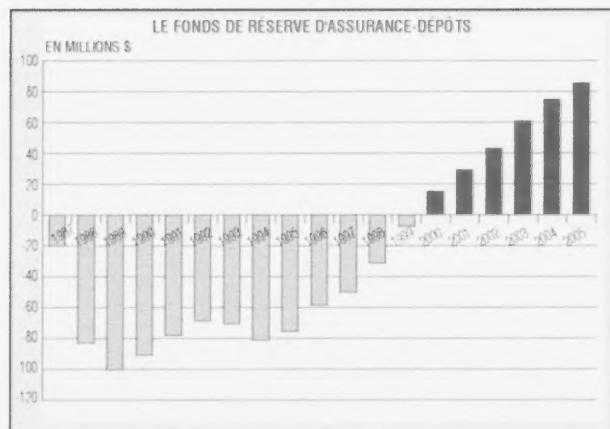
En 2005, la SOAD a entamé un processus d'examen de son régime de primes différentielles afin de l'améliorer. Elle a chargé un groupe de représentants de l'industrie de lui donner des conseils et des avis sur la manière de changer le régime. Les travaux se poursuivront en 2006, parallèlement aux discussions qui ont cours sur le nouveau cadre législatif.

Un recouvrement maximum au moyen de liquidations et de procédures judiciaires

La plupart du temps, quand un établissement membre met fin à ses activités, la Société est nommée liquidateur de ses biens, principalement dans l'intention de protéger les déposants et de recouvrer un maximum d'actif. À la fin de 2005, la SOAD gérait les affaires de sept établissements en liquidation (contre onze en 2004). Durant l'année, elle a réalisé 257 000 \$ sur l'actif des établissements membres. En 2005 elle a recouvré 198 900 \$ sur des pertes grâce aux stratégies de résolution. À la fin de l'année, elle avait encore une action en recouvrement de pertes en instance.

Des ressources financières suffisantes pour protéger les fonds des déposants

L'accès à des ressources financières suffisantes est un important élément de notre mandat de protection des déposants. Il donne aux déposants assurés la garantie que la SOAD pourra s'acquitter de ses obligations légales pour faire face aux demandes de règlement en cas de faillite d'un établissement. Afin d'être certaine d'avoir ces ressources financières, la SOAD a entrepris de se consti-



tuer un fonds de réserve d'assurance-dépôts tout en se ménageant des possibilités d'emprunt pour imprévus. En 2005, nos buts particuliers étaient les suivants :

- Atteindre un fonds de réserve au solde de 84,8 millions \$;
- Mettre en œuvre la stratégie de capitalisation à long terme du fonds;
- S'assurer des moyens de financement pour imprévus;
- Élaborer et mettre à l'essai un plan d'urgence pour d'éventuels scénarios de faillite;
- Retirer le plus de revenus de placement possibles du fonds tout en conservant des liquidités suffisantes et en se conformant à la Loi.

RÉSULTATS POUR 2005

Un fonds de réserve d'assurance-dépôts

La principale priorité financière de la SOAD en 2005 a été de continuer à se constituer un fonds de réserve d'assurance pour protéger les déposants tout en réduisant au minimum les demandes de règlement et les niveaux de primes. À la fin de 2005, le fonds s'est élevé à 85,0 millions \$ au lieu de 84,8 millions \$, notre objectif. Cet excédent de 0,2 million \$ était dû principalement au fait que les frais d'exploitation ont été moins élevés que prévu. Les provisions pour pertes d'assurance se sont élevées à 2,7 millions \$, ce qui correspond aux pertes estimées sur les demandes de règlement et ajustements nouveaux associés à des demandes de règlement antérieures, y compris le recouvrement de pertes subies auparavant. La réserve générale pour pertes d'assurance de 1,75 million \$ a été réduite de 0,25 million \$ pour tenir compte de l'historique des pertes durant les cinq dernières années.



Une stratégie de capitalisation à long terme du fonds

La SOAD a une stratégie fondée sur un modèle actuariel permettant de déterminer le montant du fonds en mesurant la probabilité et le risque de devoir y imputer d'éventuels règlements. Les consultations tenues avec les partenaires de l'industrie et du gouvernement en 2003 ont permis de conclure qu'un fonds de 60 points de base de dépôts assurés suffirait à garantir un niveau de confiance de 95 p. 100 quant à la capacité du fonds de ne pas devenir déficitaire. À la fin de 2005, le fonds en était à environ 50 points de base de dépôts assurés, c'est à dire à 85 p. 100 du montant cible. La SOAD s'est également engagée à tester cet objectif au moins une fois par an en se fondant sur le profil de risque du mouvement. Notre essai de 2005 a révélé que le fonds cible n'avait pas beaucoup changé.

Des moyens de financement pour imprévus suffisants

En plus de son fonds de réserve d'assurance-dépôts, la SOAD dispose d'une ligne de crédit auprès d'une grande banque nationale, cautionnée par le gouvernement de l'Ontario sous la forme d'une garantie d'emprunt de 150 millions \$. Cette garantie, octroyée sur la base de la stratégie de capitalisation à long terme proposée par la SOAD, est en place jusqu'en décembre 2008.

L'élaboration et la mise à l'essai d'un plan d'urgence

Pour être capable d'affronter une situation de crise, la SOAD a besoin, entre autres éléments importants, d'un plan d'urgence éprouvé, lui permettant de réagir comme il convient dans divers scénarios de faillite. Bien que l'expérience prouve que la réaction la plus efficace à une faillite consiste habituellement

à placer l'établissement membre sous administration et à trouver des solutions à long terme, il pourrait y avoir des cas où un tel plan d'action devient impossible. La SOAD serait alors légalement tenue de rembourser aux déposants la portion assurée de leurs dépôts. Pour être sûre de pouvoir déterminer quels sont les dépôts assurés, elle a entrepris, en 2005, de tester les systèmes de données de divers établissements membres. Les tests effectués ont montré qu'elle était capable de distinguer la nature et le type des problèmes susceptibles de se présenter dans l'éventualité d'un scénario de remboursement, et de vérifier si les dépôts déclarés comme étant assurés sont exacts.

Des revenus de placement maximums

Pour respecter la législation et ses propres besoins de liquidités, la SOAD a pour politique de placer l'intégralité de ses fonds dans des valeurs mobilières à court terme et à faible risque. En 2005, la SOAD a décidé de confier la gestion de son portefeuille de placements à l'Office ontarien de financement (OOF), l'organisme responsable de la gestion de la caisse et de la dette de la province. Une entente de gestion a été conclue en fonction des objectifs de la SOAD au chapitre de la conservation du capital, du maintien de liquidités suffisantes et de l'amélioration du rendement. À la fin de 2005, la SOAD avait, en conséquence, cédé à l'OOF la gestion de ses placements. Le rendement effectif de ceux-ci s'est élevé à 3,40 p. 100 à la fin de l'année.

La collaboration avec les partenaires

La SOAD continue d'attacher une grande importance à la collaboration avec ses partenaires. De bonnes relations de travail avec divers partenaires sont essentielles à la réalisation de ses objectifs. En 2005, nos buts particuliers étaient les suivants :

- Procéder à des processus de consultation par l'entremise de comités consultatifs et spéciaux;
- Communiquer efficacement avec les partenaires et établir des protocoles;
- Faire de la recherche sur la sensibilisation des consommateurs à l'assurance-dépôts;
- Coopérer étroitement avec la CSFO et le ministère des Finances.

RÉSULTATS POUR 2005

Des processus de consultation

Nos comités consultatifs jouent un grand rôle en aidant la Société à élaborer ses programmes de stabilisation, ses normes de saines pratiques commerciales et financières

ainsi que les outils de mise en œuvre connexes. Tout au long de 2005, le Comité consultatif sur les saines pratiques commerciales et financières a participé très activement à l'élaboration de différents outils pour aider l'application du règlement sur les normes. La SOAD et l'ensemble de l'industrie sont reconnaissants aux membres de ces comités qui donnent bénévolement de leur temps et de leur énergie pour le bien de tous les établissements membres.

Une bonne communication avec les partenaires

La SOAD a participé à une série de réunions consultatives sur la législation qui ont eu lieu dans tout l'Ontario. Son objectif était d'aider le ministère des Finances et de tenir ses partenaires au courant des dossiers auxquels elle travaille.

En 2005, la SOAD a conclu avec la Fédération des caisses populaires de l'Ontario un protocole d'entente semblable à celui signé avec l'Alliance des caisses populaires. Ces protocoles, qui reconnaissent le rôle important que l'Alliance tout comme la Fédération jouent auprès des membres de la SOAD, ont contribué à améliorer les relations entre cette dernière, l'Alliance, la Fédération et leurs membres.

La SOAD continue d'améliorer régulièrement son site Web. Elle s'en sert pour mettre confidentiellement à la disposition des établissements membres toutes ses informations et analyses les concernant.

La recherche sur la sensibilisation des consommateurs

Conjointement avec d'autres organismes d'indemnisation existant dans le secteur des services financiers canadiens, tels que la Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC), le Fonds canadien de protection des épargnants (FCPE), Assuris (Fonds d'indemnisation des souscripteurs d'assurances de personnes), la Société d'indemnisation en matière d'assurances IARD, l'Association canadienne des courtiers de fonds mutuels (ACCFM) et l'Autorité des marchés financiers (Québec), la SOAD a participé à une évaluation continue de la sensibilisation des consommateurs aux mécanismes d'indemnisation.

Les résultats obtenus ont confirmé que la meilleure façon d'éduquer les consommateurs en matière d'assurance-dépôts consistait à les informer au moment où ils faisaient des dépôts auprès des établissements. Afin d'aider le personnel en contact avec le public à fournir des renseignements sur l'assurance-dépôts, la SOAD a mis au point et distribué un « Guide de référence rapide ».

Elle a également participé, de concert avec d'autres organismes d'indemnisation, à la création d'un nouveau site Web conjoint, dont l'adresse est www.financetection.ca, conçu spécialement pour donner des directives aux consommateurs sur la protection de leur avoir financier.

Des relations de travail étroites avec la CSFO et le ministère des Finances

La SOAD reconnaît que des relations de travail étroites avec l'organisme de réglementation de l'industrie permettront d'améliorer l'efficacité et l'efficience du processus de protection des déposants. La CSFO et la SOAD travaillent ensemble pour coordonner leurs activités et réduire au minimum les charges et les coûts incombant au mouvement. Notre lettre d'entente avec la CSFO exige que la SOAD donne à cette dernière accès gratuitement à ses systèmes de contrôle intégrés, y compris ses rapports de RSP. Nous travaillons avec la CSFO pour continuer à faire profiter les déposants et les sociétaires des caisses populaires et credit unions de l'Ontario de la même tradition de protection sans faille.

La SOAD aide également le ministère des Finances à s'acquitter de sa fonction d'élaboration des politiques en lui fournissant des informations et des analyses sur l'industrie des caisses populaires et credit unions. Selon les dispositions de son protocole d'entente avec le ministre des Finances, la SOAD s'acquitte également de bien d'autres fonctions attribuées par le gouvernement.

Aider la Communauté internationale des credit unions

Pendant 2005, DICO a participé à un projet financé par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) en Ukraine pour le développement d'un régime réglementaire et de protection des consommateurs pour les credit unions. Notre personnel a contribué au projet en fournissant de l'assistance technique et des conseils au gouvernement ukrainien et au système des credit unions en collaboration avec la Canadian Cooperative Association (CCA). Une délégation officielle en visite de l'Ukraine a rencontrée le personnel de la SOAD et a reçu une vaste formation, des conseils professionnels et de la documentation de référence.

Une gestion efficace et efficiente

La SOAD s'est engagée à assurer à ses partenaires un bon rapport qualité-prix. Pour atteindre ce but, elle a imposé une approche disciplinée de l'administration des établissements. Au cœur de sa structure d'administration se trouve le cadre de planification et de présentation de

rapports. La direction soumet son plan d'affaires annuel à l'examen et à l'approbation du conseil d'administration, du ministre des Finances et du Secrétariat du Conseil de gestion. Les résultats réels sont contrôlés au moins une fois par trimestre par le Comité de vérification et des finances du conseil et le rapport annuel présente les résultats à tous les partenaires. Les rapports de vérification internes et externes donnent au conseil l'assurance que les informations fournies par la direction sont exactes. Comme l'exige la législation, le surintendant de la CSFO fait également tous les ans un rapport au ministre sur les activités de la SOAD. Ce rapport est soumis par le ministre à l'Assemblée législative. En 2005, nos buts particuliers étaient les suivants :

- Mettre à jour notre cadre de gestion des risques d'entreprise;
- S'assurer que les objectifs du plan d'affaires et les rendements visés ont été atteints ou dépassés dans les limites du budget;
- Réexaminer toutes les politiques de la Société;
- Revoir nos niveaux de dépenses.

RÉSULTATS POUR 2005

Un cadre de gestion des risques de l'entreprise
La SOAD a établi un cadre détaillé de gestion des risques de l'entreprise afin d'être certaine que ses principaux risques sont bien gérés. Ce cadre lui est indispensable pour déterminer si ces risques ont tous été détectés, évalués et correctement gérés. En 2005, elle a mis à jour ses évaluations des risques importants et proposé un système révisé de rapport sur la gestion des risques de l'entreprise.

Les objectifs du plan d'affaires

En 2004, la SOAD a continué à chercher des moyens de devenir plus efficace et efficiente et de satisfaire davantage ses partenaires. Pour tous ses grands projets, elle a respecté ses objectifs budgétaires.

Un réexamen des politiques de la Société

Conformément aux bonnes pratiques d'administration des établissements, le conseil réexamine au moins une fois par an les règlements administratifs et toutes les politiques de la Société. Celle-ci s'assure également qu'elle répond elle-même à toutes les exigences de son règlement sur les normes. C'est ainsi qu'elle a constaté, après avoir proposé une version révisée de ce règlement, que plusieurs autres politiques seraient nécessaires pour respecter les nouvelles normes. Le conseil a approuvé de nouvelles politiques en 2005 à cet effet.

Un réexamen de nos niveaux de dépenses

À mesure que le nombre d'établissements membres diminue et que leur santé financière et opérationnelle s'améliore, la SOAD doit continulement revoir son organisation afin d'être certaine de s'acquitter de son mandat tout en offrant à ses partenaires un bon rapport qualité-prix. C'est dans ce contexte qu'elle a procédé durant l'année à un nouveau réexamen de sa structure organisationnelle et de ses niveaux de dépenses. Suite aux résultats obtenus, elle a ramené le nombre d'équivalents temps plein de 33 à 30 et fait baisser les frais d'exploitation nets à 5,6 millions \$ - soit une réduction de 3 p. 100 par rapport au budget de 2005.

LES OBJECTIFS POUR 2006

Outre ses activités normales, la SOAD envisage d'entreprendre quelques grands projets en 2006 :

- Augmenter le fonds de réserve d'assurance à 94 millions \$ d'ici à la fin de 2006, ce qui représente 90 p. 100 de son objectif;
- Revoir le bien fondé de la cible de 60 points de base des dépôts assurés pour le fonds;
- Revoir le régime de primes différentielles et la structure des taux de primes;
- Participer au processus de réforme législative, y compris par un examen des programmes, des politiques et des pratiques de la SOAD le cas échéant;
- Appliquer le cadre révisé d'évaluation des risques et les processus de RSP connexes;
- Établir un protocole avec les fédérations et les associations, s'il y a lieu;
- Mettre à jour le cadre de gestion des risques d'entreprise.

NOTRE ENGAGEMENT

Le conseil et le personnel de la SOAD ont pris l'engagement d'assurer la protection, la sécurité et la stabilité du mouvement des caisses populaires et credit unions de l'Ontario pour le bien de tous les sociétaires. Nous sommes heureux d'avoir de nouveau l'occasion d'en apporter la preuve en 2006.

Le président et chef de la direction,

Andy Poprawa, CA

Discussions et analyses de la direction

Les discussions et analyses suivantes portent sur la situation opérationnelle et financière de la SOAD durant l'exercice se terminant le 31 décembre 2005. Le 1^{er} janvier 2005, la Société a adopté la note d'orientation sur la consolidation des entités à détenteurs de droits variables (EDDV) de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA). Les états financiers consolidés combinent les résultats d'exploitation de la SOAD et ceux des trois credit unions en liquidation qui répondent aux critères édictés pour la consolidation des EDDV. On trouvera à la note 1(a) afférente aux états financiers consolidés tous les détails concernant ces nouvelles conventions comptables.

Examen de la situation financière de 2005

Faits saillants :

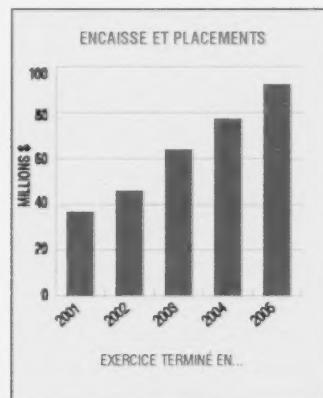
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DECEMBRE 2005 (en milliers \$)	2005	2004	2003	Variation de 2004 \$	%	2005 Cible
Fonds de réserve d'assurance -dépôts	85 004	74 351	60 763	10 653	14	84 786
Revenu de primes	16 513	16 207	15 122	306	2	16 867
Placements et autres revenus	2 460	1 819	1 833	641	35	2 374
Frais d'exploitation bruts	5 699	5 844	6 274	(145)	(2)	5 903
Provision pour pertes d'assurance	3 188	0	0	3 188	-	3 000
Recouvrement des pertes d'assurance	499	1 271	6 608	(772)	(61)	0
Recouvrement des frais d'exploitation	68	151	351	(48)	(32)	113

Etat de la situation financière

Encaisse et placements

La Société a conclu avec l'Office Ontarien de Financement (OOF) un contrat de gestion portant sur la plupart des placements de son portefeuille, avec prise d'effet au 30 septembre 2005. La politique de placement de la SOAD consiste à investir dans des valeurs mobilières à faible risque et à court terme, afin qu'elle puisse satisfaire ses besoins de liquidités si un établissement membre venait à faire faillite, et remplir ses obligations aux termes de la Loi de l'impôt sur le revenu et du règlement 78/95 de la Loi sur les caisses populaires et credit unions de 1994.

Au 31 décembre 2005, le total de l'encaisse et des placements de la SOAD s'élevait à 92,1 millions \$, soit un accroissement de 14,8 millions par rapport à l'année précédente. Le bilan cumulé est constitué de liquidités et de placements à court terme d'un montant de 3,8 millions \$ et de placements s'élevant à 88,3 millions \$. Le portefeuille a connu un rendement moyen pondéré de 3,4 p. 100 au 31 décembre 2005, soit 88 points de base de plus que l'an dernier, et le rendement du 4^e trimestre s'est aligné sur la référence du marché (indice des bons du Trésor à 91 jours - Scotia Capitaux), à savoir 0,74 p. 100. Tous les placements font l'objet de contrats à taux fixe, facilement monnayables, et ont au moins la cote R1 (Moyen) sur l'échelle du Dominion Bond Rating Service (DBRS). L'État consolidé des flux de trésorerie donne tous les détails concernant la provenance de l'encaisse et l'utilisation qui en a été faite.



Revenu de primes à recevoir

Le revenu de primes à recevoir de 2,6 millions \$ correspond aux montants actuellement facturés aux établissements membres dont l'exercice se termine le 30 septembre 2005 et aux primes proratisées à recevoir des établissements membres dont l'exercice se termine le 31 octobre et le 30 novembre 2005. Au 31 décembre 2005, on n'enregistrait aucune prime à recevoir en souffrance.

Revenu de primes reporté

Les primes différencielles sont calculées en fonction du montant des dépôts assurés de chaque établissement membre à la fin de son exercice. Le revenu de primes est amorti sur une période de douze mois. Le revenu de primes reporté de 2,8 millions \$ représente le solde des montants proratisés facturés aux établissements membres dont l'exercice s'étend à cheval sur la fin de l'exercice de la SOAD.

Charge à payer pour pertes d'assurance-dépôts

La charge à payer pour pertes d'assurance-dépôts est passée à 4,8 millions \$ au 31 décembre 2005. Au cours de l'exercice, une nouvelle provision spécifique de 3 millions \$ a été constituée pour un établissement membre placé sous l'administration de la SOAD. Le passif pour pertes d'assurance-dépôts comprend également une charge générale pour pertes de 1,75 million \$. La méthode utilisée pour déterminer le montant des provisions générales et spécifiques pour pertes est décrite en détail à la note 1(c) des états financiers.

État des résultats d'exploitation et de l'évolution du Fonds de réserve d'assurance-dépôts

Fonds de réserve d'assurance-dépôts

Le Fonds de réserve d'assurance-dépôts est passé à 85,0 millions \$, soit un accroissement de 14 p. 100 et une augmentation nette de 10,7 millions \$ en 2005, ce qui est à attribuer principalement à la vigueur relative des revenus provenant des primes et des placements et à la restriction rigoureuse des frais d'exploitation. En 2005, les revenus se sont élevés à 19,0 millions \$ au total, contre 5,6 millions \$ de frais d'exploitation nets et 2,7 millions \$ de provision nette pour pertes, ce qui représente un gain net pour l'année de 10,7 millions \$.



Revenu de primes

Le revenu de primes pour l'année s'est élevé à 16,5 millions \$, contre 16,2 en 2004. Cette augmentation de 0,3 million \$ (2 p. 100) a été plus faible que prévu. La croissance moindre du revenu de primes est due principalement à l'amélioration générale des

profils de risque des établissements membres, qui ont donc eu à payer des primes plus faibles, et au fait que le montant des dépôts assurés est resté inférieur aux projections.

Les taux de primes différentielles en vigueur en 2005 ont été les mêmes qu'en 2004. Les primes sont fondées sur le montant total des dépôts assurés détenus par les établissements membres à la fin de leur exercice, et ils sont calculés conformément au système de classification des risques du régime de primes différentielles, défini par la réglementation.

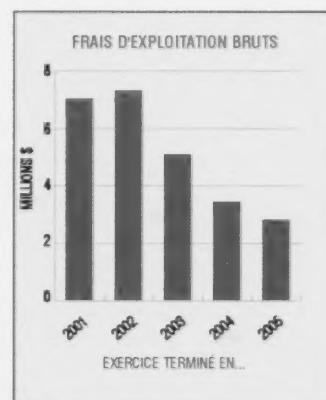
Provision pour pertes d'assurance-dépôts et recouvrement

Les provisions pour les nouvelles pertes de l'exercice se sont élevées à 3,2 millions au total, alors qu'elles étaient nulles en 2004. Elles se sont avérées nécessaires pour deux établissements membres qui ont été placés respectivement sous administration et en liquidation.

Pendant l'exercice, la Société a réalisé l'actif de sept établissements membres en liquidation et ajusté à cet effet la provision requise. L'ajustement net a entraîné une réduction de 0,5 million \$ de pertes pour 2005.

Frais d'exploitation

En 2005, les frais d'exploitation (avant recouvrement) ont totalisé 5,7 millions \$, soit 0,2 million \$ (3 p. 100) de moins que l'an dernier. La diminution des frais d'exploitation est due à la baisse des activités et au fait que la Société réussit continuellement à réduire les coûts.



Responsabilité de la direction

La direction de la Société ontarienne d'assurance-dépôts est responsable de l'intégrité et de la fidélité des états financiers figurant dans le rapport annuel. Les états financiers ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Grâce à son système de contrôles comptables internes de haute qualité et peu onéreux, la Société peut, avec un degré raisonnable de certitude, attester l'exactitude et la fiabilité de son information financière, ainsi que la comptabilisation appropriée de ses actifs et passifs et la protection efficace de ses actifs.

Les états financiers ont été examinés par le Comité de la vérification et des finances de la Société et approuvés par le Conseil d'administration. En outre, KPMG s.r.l./SENC.R.L., les vérificateurs, les ont vérifiés et leur rapport figure ci-contre.

Le président et chef de la direction,

Andy Poprawa, CA

Le chef de l'administration et des finances,

James Maxwell

Toronto, Canada
Le 30 janvier 2006

Rapport des vérificateurs



KPMG s.r.l./SENC.R.L.

Au Conseil d'administration de la Société ontarienne d'assurance-dépôts

Nous avons vérifié l'état consolidé de la situation financière de la Société ontarienne d'assurance-dépôts au 31 décembre 2005 et les états consolidés des résultats d'exploitation et de l'évolution du fonds de réserve d'assurance-dépôts et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 décembre 2005, ainsi que des résultats de son exploitation et des flux de sa trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Comptables agréés

Toronto, Canada
Le 30 janvier 2006

État consolidé de la situation financière

AU 31 DÉCEMBRE 2005, AVEC CHIFFRES CORRESPONDANTS DE 2004 (EN MILLIERS DE DOLLARS)

	2005 (consolidés)	2004
ACTIF		
Encaisse et placements à court terme (note 2)	3 838 \$	27 439 \$
Placements (note 3)	88 289	49 855
Prêts (déduction faite de la provision) (note 4)	335	-
Revenu de primes à recevoir	2 608	2 382
Débiteurs et intérêts à recevoir	150	496
Avances d'assurance-dépôts recouvrables	-	907
Immobilisations		
(déduction faite de l'amortissement cumulé de 3 338 \$ (2004 - 3 244 \$))	<u>198</u>	<u>259</u>
	<u>95 418 \$</u>	<u>81 338 \$</u>
PASSIF		
Créditeurs et charges à payer	2 087 \$	2 145 \$
Parts sociales d'adhésion et dépôts des établissements en liquidation (note 5)	694	-
Revenu de primes reporté	2 772	2 625
Charge à payer pour pertes d'assurance-dépôts (note 6)	<u>4 861</u>	<u>2 217</u>
Total du passif	<u>10 414</u>	<u>6 987</u>
Fonds de réserve d'assurance-dépôts	<u>85 004</u>	<u>74 351</u>
	<u>95 418 \$</u>	<u>81 338 \$</u>

Engagements (note 7)

Éventualités (note 12)

Voir les notes afférentes aux états financiers.

Au nom du Conseil d'administration,

_____, administrateur

_____, administrateur

SOCIÉTÉ ONTARIENNE D'ASSURANCE-DÉPÔTS

État consolidé des résultats d'exploitation et de l'évolution du fonds de réserve d'assurance-dépôts

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005, AVEC CHIFFRES CORRESPONDANTS DE 2004 (EN MILLIERS DE DOLLARS)

	2005 (consolidés)	2004
REVENUS		
Revenu de primes	16 513 \$	16 207 \$
Revenus divers	2 460	1 819
	18 973	18 026
DÉPENSES		
Provision pour pertes/(recouvrement)	2 689	(1 271)
Salaires et charges sociales	3 436	3 688
Frais d'exploitation	2 263	2 172
Recouvrement de frais d'exploitation	(68)	(151)
	8 320	4 438
Excédent des revenus sur les dépenses	10 653	13 588
Fonds de réserve d'assurance-dépôts, au début de l'exercice	74 351	60 763
Fonds de réserve d'assurance-dépôts, à la fin de l'exercice	85 004 \$	74 351 \$

Voir les notes afférentes aux états financiers.

État consolidé des flux de trésorerie

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005, AVEC CHIFFRES CORRESPONDANTS DE 2004 (EN MILLIERS DE DOLLARS)

	2005 (consolidés)	2004
Rentrées (sorties) de fonds liées aux activités suivantes :		
Exploitation		
Excédent des revenus sur les dépenses	10 653 \$	13 588 \$
Éléments imputés à l'exploitation, sans incidence sur l'encaisse		
Provision pour pertes/(recouvrement)	2 689	(1 271)
Pertes sur la cession d'immobilisations	21	1
Amortissement	122	117
	<u>13 485</u>	<u>12 435</u>
Variation des éléments suivants :		
Revenu de primes à recevoir	(226)	347
Prêts non remboursés	130	-
Débiteurs et intérêts à recevoir	359	(223)
Créditeurs et charges à payer	(68)	273
Revenu de primes reporté	<u>147</u>	<u>(163)</u>
	<u>342</u>	<u>234</u>
Avances nettes de l'assureur des dépôts	(86)	-
Montants nets d'assurance-dépôts recouvrés (note 6)	<u>136</u>	<u>978</u>
	<u>50</u>	<u>978</u>
	<u>13 877</u>	<u>13 647</u>
Investissement		
Acquisition de placements	(88 289)	(49 855)
Produits de la vente de placements	49 855	32 360
Acquisition d'immobilisations	(61)	(175)
Produits de la vente d'immobilisations	<u>86</u>	<u>15</u>
	<u>(38 409)</u>	<u>(17 655)</u>
Diminution des liquidités au cours de l'exercice	(24 532)	(4 008)
Liquidités, au début de l'exercice	<u>28 370</u>	<u>31 447</u>
Liquidités, à la fin de l'exercice	<u>3 838 \$</u>	<u>27 439 \$</u>
Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie :		
Commission de garantie de prêt payée au cours de l'exercice	16 \$	15 \$
Intérêts perçus au cours de l'exercice	2 711 \$	1 482 \$

Les liquidités s'entendent de l'encaisse et des placements à court terme, moins les emprunts.
Voir les notes afférentes aux états financiers.

Notes afférentes aux états financiers consolidés, EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005

Généralités

La Société ontarienne d'assurance-dépôts (la « SOAD » ou la « Société »), « entreprise opérationnelle » de la province de l'Ontario, poursuit ses activités à titre de société sans capital social, établie en vertu des dispositions de la Loi de 1994 sur les caisses populaires et les credit unions (la Loi).

Les objectifs de la Société en vertu de la Loi sont les suivants :

- offrir un régime d'assurance-dépôts aux sociétaires des établissements membres;
- agir à titre d'organe de stabilisation auprès du mouvement des caisses populaires et credit unions;
- promouvoir des normes de saines pratiques commerciales et financières;
- effectuer la collecte et la publication de statistiques;
- fournir de l'aide financière aux établissements membres;
- agir à titre d'administrateur des établissements membres;
- réduire le plus possible le risque lié à l'assurance-dépôts et l'importance des indemnisations.

La Loi habilite la Société à exiger de ses établissements membres le paiement de primes lui permettant de financer l'assurance-dépôts et de payer ses frais d'administration. La Société établit chaque année le montant de ces primes. Celles-ci, une fois approuvées par le gouvernement de l'Ontario, sont intégrées dans les règlements avec d'éventuelles modifications.

Les emprunts de la Société font l'objet d'une garantie de la part du ministre agissant au nom de la province d'Ontario. La garantie s'élève à 150 millions de dollars au maximum et elle sera en vigueur jusqu'au 31 décembre 2008. En plus de la commission de garantie qui est de 0,5 % du solde moyen en fin de journée de tout titre de créance bénéficiant de la garantie du ministre, la province de l'Ontario fait payer un droit de 5 points de base sur la partie inutilisée de toute facilité de crédit garantie pour la période se terminant le 31 décembre de chaque année pendant laquelle la garantie est en vigueur. La Société a mis en place des facilités de crédit renouvelables auprès d'une banque à charte canadienne d'un montant de 20 millions de dollars, approuvé par l'Office ontarien de financement qui administre la garantie du ministre. La commission d'engagement perçue par la banque à charte est de trois points de base sur la portion moyenne inutilisée des facilités de crédit, payables à terme échu trimestriellement.

1. Résumé des principales conventions comptables

Ces états financiers consolidés ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR). Pour faciliter la compréhension de ses états financiers consolidés, la Société présente ci-dessous ses principales conventions comptables.

a) Entités à détenteurs de droits variables

Nouvelle convention comptable

Le 1^{er} janvier 2005, la Société a adopté prospectivement la nouvelle note d'orientation comptable publiée par l'ICCA sur la consolidation des entités à détenteurs de droits variables (EDDV). Les EDDV sont des entités dans lesquelles les investisseurs n'ont pas de bloc de contrôle financier ou les investissements à risque ne sont pas suffisants pour permettre à l'entité de

financer ses activités sans un soutien financier subordonné supplémentaire de la part d'autres parties. La NOC-15 exige la consolidation d'une EDDV par son bénéficiaire principal, défini comme étant la partie qui perçoit la majorité des bénéfices résiduels attendus ou qui absorbe la majorité des pertes prévues de l'entité ou les deux. En sa qualité de liquidateur de l'actif des caisses populaires et des credit unions en liquidation, il s'avère que la Société est tenue, aux termes de ces règles, de consolider les caisses populaires et les credit unions en liquidation si le montant réclamé par elle sur les avoirs représente plus de 50 p. 100 du passif total de ces établissements durant l'exercice. L'actif et le passif des caisses populaires et des credit unions qui répondent aux critères de consolidation ont été consignés dans les livres de la Société à leur juste valeur marchande en date du 1^{er} janvier 2005.

b) Revenu de primes

La Société a adopté un régime de primes différentielles fondé sur une classification des risques, qu'elle applique, selon le règlement, aux dépôts assurés détenus par les établissements membres. Le revenu tiré des primes est calculé sur la base des rapports annuels que les établissements membres doivent produire 75 jours après la fin de leur exercice. Il est comptabilisé une fois qu'il a été encaissé.

c) Provision pour pertes

La provision pour pertes couvre les avances d'assurance-dépôts accordées aux établissements membres en liquidation ainsi qu'une charge à payer pour les pertes au sujet desquelles aucune avance n'a été versée à la date de l'état consolidé de la situation financière.

Les fonds avancés à titre d'assurance-dépôts et de prêts aux établissements membres sont à l'origine inscrits au prix coûtant. Les avances d'assurance-dépôts recouvrables figurent dans l'état consolidé de la situation financière, déduction faite des provisions connexes.

La charge à payer pour les pertes d'assurance-dépôts comporte à la fois des provisions pour pertes spécifiques et une provision générale pour pertes. Les provisions spécifiques pour pertes à l'égard des dépôts assurés sont estimées par la direction et comptabilisées dans les situations qui, de l'avis de la direction, ont toutes les chances d'entraîner des pertes pour la Société.

La provision générale pour pertes est calculée en fonction de la meilleure estimation que la direction puisse faire des pertes sur les dépôts assurés découlant du risque inhérent aux établissements membres. Elle est établie en évaluant le risque global au sein des établissements membres selon les conditions actuelles du marché et la conjoncture, la probabilité de pertes et la prise en compte de l'expérience en matière de pertes subies précédemment. Il n'est pas possible de prévoir avec certitude l'évolution de la conjoncture, et les pertes réelles peuvent varier parfois sensiblement par rapport aux estimations de la direction.

d) Prestations de retraite

La Société a un régime de retraite à cotisations déterminées pour tous ses employés permanents non contractuels, ainsi que des dispositions supplémentaires prévoyant des prestations de

retraite dépassant les limites du régime de pension agréé. Elle impute à son bénéfice le coût des prestations de retraite gagnées par les employés pendant que ceux-ci sont à son service. La charge de retraite représente un pourcentage fixe du revenu des employés, plus la contribution de contrepartie des employés jusqu'à un maximum de 4 %. La Société n'assume ni risque mathématique, ni risque d'investissement.

e) Avantages complémentaires de retraite

Les avantages complémentaires de retraite sont des prestations complémentaires d'assurance-maladie, soins dentaires et vie, que la Société accorde tant aux employés en activité pour lesquels une date d'admissibilité intégrale a pu être établie qu'aux retraités actuels remplissant les conditions voulues. La Société inscrit les obligations au titre de ces régimes à mesure que les employés fournissent les services nécessaires pour obtenir les prestations. L'obligation au titre des prestations constituées est déterminée sur une base actuarielle selon la méthode de répartition au prorata des services. Les gains et les pertes cumulatifs excédant cette obligation au début de l'exercice sont amortis sur le nombre moyen restant d'années de service des employés en activité.

f) Placements

Les placements comprennent les investissements à revenu fixe à court terme et ils sont comptabilisés à leur coût non amorti. L'escompte est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des investissements.

g) Immobilisations

Les immobilisations sont inscrites au prix coûtant, moins l'amortissement cumulé. L'amortissement du mobilier et du matériel est calculé selon la méthode de l'amortissement dégressif, au taux annuel de 20 %. Les ordinateurs ainsi que les logiciels et l'équipement connexes sont amortis sur une période de trois ans selon la méthode de l'amortissement linéaire. Les améliorations locatives sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée du bail.

h) Impôts sur les bénéfices

La Société utilise la méthode du report variable pour comptabiliser ses impôts sur les bénéfices. Selon cette méthode, des actifs et des passifs d'impôts futurs sont constatés pour tenir compte des conséquences fiscales futures attribuables aux écarts entre la valeur comptable figurant dans les états financiers des actifs et des passifs existants et leur valeur fiscale respective. Les actifs et les passifs d'impôts futurs sont calculés selon les taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur qui devraient s'appliquer aux revenus imposables des exercices au cours desquels il est prévu que ces écarts temporaires se résorberont. La conséquence sur les actifs et les passifs d'impôts futurs d'une modification des taux d'imposition est comptabilisée dans les revenus de la période comprenant la date à laquelle la modification est en vigueur ou pratiquement en vigueur.

2. Encaisse et placements à court terme

Les placements à court terme ont des échéances de moins de 90 jours à la date de l'achat. Tous les contrats de placement sont à taux fixe et facilement monnayables.

	31 décembre 2005			31 décembre 2004		
	Montant (en milliers)	Rendement réel moyen pondéré	Nombre moyen pondéré de jours jusqu'à l'échéance	Montant (en milliers)	Rendement réel moyen pondéré	Nombre moyen pondéré de jours jusqu'à l'échéance
Placements à court terme	1 989 \$	3,32 %	49	25 818 \$	2,26 %	64
Encaisse	951			1 623		
Encaisse des établissements membres en liquidation	898					
Total	3 838 \$			27 439 \$		

3. Placements

La SOAD a fait appel à l'Office ontarien de financement pour gérer son portefeuille de placements à partir du 30 septembre 2005. La composition de ses placements est le reflet de ses obligations potentielles en matière d'assurance et elle est structurée de manière à respecter les exigences aussi bien de la Loi de l'impôt sur le revenu que du règlement 78/95 de la Loi de 1994 sur les caisses populaires et les credit unions.

Les placements ont des échéances de 90 jours ou plus à la date de l'achat. Leur rendement moyen pondéré est de 3,40 % (2,61 % en 2004). En conformité avec la politique de placement de la Société et la législation en vigueur, tous les contrats de placement sont à taux fixes, facilement monnayables et ont au moins la cote R-1 « moyen » sur l'échelle du DBRS.

	31 décembre 2005			31 décembre 2004		
	Montant (en milliers)	Rendement réel moyen pondéré	Nombre moyen pondéré de jours jusqu'à l'échéance	Montant (en milliers)	Rendement réel moyen pondéré	Nombre moyen pondéré de jours jusqu'à l'échéance
Bons du Trésor - Canada	46 609 \$	3,39 %	96	40 549 \$	2,61 %	224
Acceptations bancaires / Billets de dépôt	23 334	3,43 %	73	5 409	2,35 %	110
Titres structurés	18 346	3,36 %	55	-	-	-
Bons du Trésor - Ontario	-	-	-	3 897	2,85 %	279
Total	88 289 \$	3,40 %	81	49 855 \$	2,61 %	216

4. Prêts (réduction faite des provisions)

Les prêts (réduction faite des provisions) d'un montant de 335 000 \$ comprennent les prêts des credit unions en liquidation de 273 000 \$ et les prêts achetés sur les avoirs des credit unions en liquidation de 62 000 \$.

5. Parts sociales d'adhésion et dépôts des établissements en liquidation

Les parts sociales d'adhésion et les dépôts des établissements en liquidation d'un montant de 694 000 \$ comprennent 680 000 \$ de parts sociales et 14 000 \$ de dépôts. La SOAD est dans l'obligation d'assurer les montants en dépôt jusqu'au plafond pres-

crit, mais non les parts sociales d'adhésion des sociétaires. En sa qualité de liquidateur, elle est cependant tenue de distribuer à ceux-ci les fonds résiduels une fois la liquidation terminée.

6. Charge à payer pour pertes d'assurance-dépôts

La provision pour pertes comprend des provisions spécifiques à l'égard de pertes connues ou probables de certains établissements membres et une provision générale pour pertes non identifiées auprès d'établissements particuliers. La partie de la provision pour pertes comptabilisée au cours de l'exercice à l'étude et des exercices précédents, qui n'a pas encore exigé de paiement de la part de la Société, figure au passif de l'état consolidé de la situation financière sous « Charge à payer pour pertes d'assurance-dépôts ».

	2005 (en milliers)	2004 (en milliers)
Charge à payer pour pertes d'assurance-dépôts, au début de l'exercice	2 217 \$	2 505 \$
Augmentation de la charge à payer pour pertes d'assurance-dépôts au cours de l'exercice	3 054	-
Diminution de la charge à payer pour pertes d'assurance-dépôts au cours de l'exercice précédent	(365)	(1 271)
Diminution (augmentation) des avances d'assurance-dépôts recouvrables	(845)	5
Augmentation des avances de la SOAD	86	-
Avances consolidées de la SOAD	6 861	-
Déficits des établissements membres consolidés	(6 197)	-
Charge à payer pour pertes d'assurance-dépôts, à la fin de l'exercice	(4 861)	(2 217)
Montants nets des recouvrements d'assurance-dépôts	(50) \$	(978) \$

La provision générale pour pertes comprise dans la « Charge à payer pour pertes d'assurance-dépôts » s'est élevée à 1 750 000 \$ (2 000 000 \$ en 2004). Elle est calculée suivant la méthode décrite à la note 1 c).

7. Engagements en vertu de contrats de location

Le contrat de location-exploitation des locaux de la Société est en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1998 et il prendra fin le 5 août 2007. Le loyer minimum annuel futur est de 140 000 \$. De plus, la Société est tenue de payer l'impôt foncier et les frais d'entretien des aires communes, qui s'élèvent à environ 288 000 \$ par année.

8. Impôts sur les bénéfices

La Société est imposable en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu. Les pertes qu'elle a accumulées à des fins fiscales, d'un montant de 31 202 000 \$, viennent à échéance comme suit :

Année d'imposition d'origine	Année d'imposition d'échéance	Montant (en milliers)
1999	2006	5 975
2000	2007	4 992
2001	2008	4 191
2002	2009	5 161
2003	2010	4 124
2004	2014	3 790
2005	2015	2 969
		31 202 \$

La Société a estimé que la réalisation des actifs d'impôts futurs était plus improbable que probable; elle a, par conséquent, inscrit une provision pour moins-value en regard des actifs d'impôts futurs.

9. Régime de retraite

Le 1^{er} janvier 1999, la Société a instauré un régime de retraite à cotisations déterminées. Les charges de retraite imputées aux résultats de 2005 se sont élevées à 306 000 \$ (300 000 \$ en 2004).

10. Avantages complémentaires de retraite

La Société comptabilise la valeur actuelle des avantages complémentaires de retraite. L'obligation au titre des prestations constituées au 31 décembre 2005, établie sur une base actuarielle, s'élève à 967 000 \$ (875 000 \$ en 2004). Les coûts au titre des services rendus au cours de l'exercice, y compris les intérêts, étaient de 124 000 \$ (120 000 \$ en 2004). Le régime de la Société doit faire l'objet d'une évaluation actuarielle tous les trois ans. La dernière a eu lieu le 30 septembre 2005 et la suivante devra donc être faite le 30 septembre 2008.

Les hypothèses utilisées pour l'évaluation actuarielle des obligations au titre des avantages futurs sont les suivantes : un taux d'intérêt de 5,25 % (6,5 % en 2004), un taux de croissance des salaires de 3,5 % (4 % en 2004) et un taux tendanciel moyen pondéré initial de 6,2 % (10 % en 2004) pour les frais médicaux et dentaires, baissant graduellement à 5 % par année d'ici 2016. La Société évalue ses obligations au titre des prestations constituées le 30 septembre de chaque année.

RAPPROCHEMENT DE L'OBIGATION ET DU PASSIF AU TITRE DES PRESTATIONS CONSTITUÉES	EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005 (en milliers)
Obligation au titre des prestations constituées	1 755 \$
Contributions de l'employeur au cours de l'exercice	(9)
Perte actuarielle nette non amortie	(779)
Passif au titre du régime des prestations constituées	967 \$

VARIATION DES OBLIGATIONS AU TITRE DU RÉGIME DE RETRAITE	EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005 (en milliers)
Solde au début de l'exercice	1 023 \$
Coût des services rendus au cours de l'exercice	53
Intérêts débiteurs	69
Pertes actuarielles	641
Prestations versées	(31)
Solde à la fin de l'exercice	1 755 \$

11. Frais des administrateurs

Au cours de l'exercice, les administrateurs ont touché une rémunération globale de 51 000 \$ (75 000 \$ en 2004). Le total des frais des administrateurs est de 36 000 \$ (60 000 \$ en 2004). Les indemnités journalières sont de 500 \$ pour le président du Conseil et de 300 \$ pour les autres administrateurs.

12. Éventualités

La Société fait l'objet de diverses actions en justice qui lui sont intentées dans le cours normal de ses activités, quand elle agit à titre d'administrateur ou de liquidateur mais, de l'avis de la direction, elle obtiendra gain de cause. Par conséquent, aucune provision n'a été établie dans les présents états financiers.

13. Divulgation de la juste valeur

La juste valeur de l'actif et du passif financiers, comprenant l'encaisse et les placements à court terme, les placements, les prêts, le revenu de primes à recevoir, les débiteurs et intérêts à recevoir ainsi que les crébiteurs et charges à payer, les parts sociales d'adhésion et les dépôts, se rapproche de la valeur comptable.

La juste valeur des avances d'assurance-dépôts recouvrables et de la charge à payer pour pertes d'assurance-dépôts n'a pas été déterminée, vu qu'il n'est pas possible de le faire de façon suffisamment fiable.

14. Rémunération

Les données ci-dessous ont été fournies en application de la Loi de 1996 sur la divulgation des traitements dans le secteur public.

<u>Employé</u>	<u>Titre</u>	<u>Rémunération</u>	<u>Avantages imposables*</u>
Brydges, Barry	Vice-président Assurance et gestion des risques	148 581 \$	8 522 \$
Burgman, John	Chef de l'information	112 138 \$	14 318 \$
Dale, Richard	Directeur régional, Assurance et gestion des risques	103 700 \$	1 505 \$
D'Errico Tony	Directeur régional, Assurance et gestion des risques	102 800 \$	1 453 \$
Foster, C. William	D. Vice-président, Gestion de l'actif et recouvrements	154 115 \$	6 943 \$
Hutton, John	Directeur régional, Assurance et gestion des risques	102 800 \$	1 453 \$
Maxwell, James	Chef de l'administration et des finances	133 927 \$	14 449 \$
Poprawa, Andrew	Président et chef de la direction	203 601 \$	6 637 \$

15. Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants de l'exercice 2004 ont été reclassés afin d'en permettre la comparaison avec ceux de l'exercice à l'étude.

* Compris l'assurance-vie collective imposable, le stationnement et l'utilisation d'une voiture de la Société.

Établissements membres de la Société ontarienne d'assurance-dépôts

Le 31 décembre 2005

Caisse Populaires

Caisse populaire Azilda Inc.
Caisse populaire Coniston Inc.
Caisse populaire d'Alban Limitée
Caisse populaire d'Alfred Limitée
Caisse populaire de Bonfield Limitée
Caisse populaire de Cochrane Limitée
Caisse populaire de Cornwall Inc.
Caisse populaire de Field Limitée (La)
Caisse populaire de Hawkesbury Limitée
Caisse populaire de Hearst Limitée
Caisse populaire de Kapuskasing Limitée
Caisse populaire de la Vallée
Caisse populaire de Mattawa Limitée
Caisse populaire de Mattice Limitée
Caisse populaire de New Liskeard Limitée (La)
Caisse populaire de Noëlville Limitée
Caisse populaire de North Bay Limitée
Caisse populaire de Pointe-aux-Roches Limitée
Caisse populaire de Técumseh Inc.
Caisse populaire de Timmins Limitée (La)
Caisse populaire de Verner Limitée
Caisse populaire d'Earlton Limitée (La)
Caisse populaire d'Orléans Inc.
Caisse populaire Lasalle Inc.
Caisse populaire Nolin de Sudbury Incorporée
Caisse populaire Nouvel-Horizon Inc.
Caisse populaire Rideau d'Ottawa Inc.
Caisse populaire St-Charles Boromée Limitée
Caisse populaire St-Jacques de Hanmer Inc.
Caisse populaire Sturgeon Falls Limitée
Caisse populaire Trillium Inc.
Caisse populaire Val Caron Limitée
Caisse populaire Vermillon
Caisse populaire Vision Inc.
Caisse populaire Welland Limitée

Credit Unions

3M Employees' (London) Credit Union Limited
Adjala Credit Union Limited
Air - Toronto Credit Union Limited
Airline Financial Credit Union Limited
All Trans Financial Services Credit Union Limited
Alterna Savings and Credit Union Limited
Anishinabek Nation Credit Union Inc.
APPLE Community Credit Union Limited
Arnstein Community Credit Union Limited
Auto Workers (Ajax) Credit Union Limited
Auto Workers Community Credit Union Limited
Bay Credit Union Limited
Bayshore Credit Union Ltd.
Brewers Warehousing Employees (Hamilton) Credit Union Limited
Brewers Warehousing Employees (Kitchener) Credit Union Limited
Budd Automotive Employees (Kitchener) Credit Union Limited
Buduchnist Credit Union Limited
Campbell's Employees' (Toronto) Credit Union Limited
Canadian General Tower Employees (Galt) Credit Union Limited
Canada Sand Papers Employees' (Plattsburgh) Credit Union Limited
Canadian Transportation Employees' Credit Union Ltd.
Canal City Savings and Credit Union Limited
Cataract Savings & Credit Union Limited
CCB Employees' Credit Union Limited
City Savings & Credit Union Limited
C.N. (London) Credit Union Limited
C.N.R. Employees (Lakehead Terminal) Credit Union Limited
Community First Credit Union Limited
Community Saving & Credit Union Limited
Communication Technologies Credit Union Limited
Croatian (Toronto) Credit Union Limited
Crown Cork & Seal Employees Credit Union Limited
Dana Canada Employees' (Ontario) Credit Union Limited
Desjardins Credit Union Inc.
Employees of Dofasco (Hamilton) Credit Union Limited
Domtar Newsprint Employees (Trenton) Credit Union Limited
DUCA Financial Services Credit Union Ltd.
Dundalk District Credit Union Limited
Dunville and District Credit Union Limited
Durham Educational Employees' Credit Union Limited
Education Credit Union Limited
Equity Credit Union Inc.
Espanola & District Credit Union Limited
Estonian (Toronto) Credit Union Limited
Etobicoke Aluminum Employees' Credit Union Limited
Etobicoke Teachers' Credit Union Limited
Eureka Employees' (Woodstock) Credit Union Limited
Federal Employees (Kingston) Credit Union Limited
Fiberglass Employees (Guelph) Credit Union Limited
Finnish Credit Union Limited
Fire Department Employees Credit Union Limited (The)
FirstOntario Credit Union Limited
Food Family Credit Union Limited
Fort Erie Community Credit Union Limited
Fort York Community Credit Union Limited
Ganaraska Credit Union Ltd.
Genfast Employees Credit Union Limited
Goderich Community Credit Union Limited
Goodyear Employees (Bowmanville) Credit Union Limited
Grand River Credit Union Limited
Grey Bruce Health Services Credit Union Limited
G.S.W. (Fergus) Credit Union Limited
Hald - Nor Community Credit Union Limited
Hamilton Community Credit Union Limited
Hamilton Municipal Employees' Credit Union Limited
Hamilton Teachers' Credit Union Limited
Health Care Credit Union Limited
Heritage Savings & Credit Union Inc.
Hir-Walk Employees' (Windsor) Credit Union Limited
Hobart Employees' (Owen Sound) Credit Union Limited
Holy Angel's & St. Anne's Parish (St. Thomas) Credit Union Limited
Holy Name Parish (Pembroke) Credit Union Limited
Italian Canadian Savings & Credit Union Limited
Kakabeka Falls Community Credit Union Limited
Kawartha Credit Union Limited
Kellogg Employees Credit Union Limited
Kenora District Credit Union Limited
Kingston Community Credit Union Limited

King-York Newsmen Toronto Credit Union Limited
Korean (Toronto) Credit Union Limited
Korean Catholic Church Credit Union Limited
Kraft Canada Employees' (Cobourg) Credit Union Limited
Krek Slovenian Credit Union Ltd.
Labatt Employees' (London) Credit Union Limited
Lakewood Credit Union Limited
Lambton Financial Credit Union Limited
Lasco Employees' (Whitby) Credit Union Limited
Latvian Credit Union Limited
Lear Seating Canada Employees' (Kitchener) Credit Union Limited
L.I.U.N.A. Local 183 Credit Union Limited
London Civic Employees' Credit Union Limited
London Diesel Employees' Credit Union Limited
London Fire Fighters' Credit Union Limited
Maitland Credit Union Limited
Mariposa Community Credit Union Limited
McMaster Savings and Credit Union Limited
Media Group Financial Credit Union Limited
Member Savings Credit Union Limited
MemberOne Credit Union Limited
Mennonite Savings and Credit Union (Ontario) Limited
Meridian Credit Union Limited
Miracle Credit Union Ltd.
Mitchell & District Credit Union Limited
Molson Brewery Employees Credit Union Limited
Moore Employees' Credit Union Limited
Motor City Community Credit Union Limited
Municipal Employees (Chatham) Credit Union Limited
Nasco Employees' Credit Union Limited
NCR Employees' Credit Union Ltd.
North York Community Credit Union Limited
Northern Credit Union Limited
Northern Lights Credit Union Limited
Northland Savings and Credit Union Limited
Northridge Savings & Credit Union Limited
ONR Employees' (North Bay) Credit Union Limited
Ontario Civil Service Credit Union Limited
Ontario Educational Credit Union Limited
Ontario Provincial Police Association Credit Union Limited
Oregon Employees Credit Union Limited
Oshawa Community Credit Union Limited
Ottawa Fire Fighters' Credit Union Limited
Ottawa Police Credit Union Limited
Ottawa Women's Credit Union Limited
Pace Savings & Credit Union Limited
Parama Lithuanian Credit Union Limited
Pedeco (Brockville) Credit Union Limited
Peek Frean Employees' (Toronto) Credit Union Limited
PenFinancial Credit Union Limited
Peoples Credit Union Limited
Peterborough Community Credit Union Limited
Peterborough Industrial Credit Union Limited
Photel (Toronto) Credit Union Limited
Police Credit Union Limited (The)
Polish Alliance (Brant) Credit Union Limited
Portuguese Canadian Credit Union Limited
Prime Savings Credit Union Limited
Prosperity One Credit Union Limited
Provincial Alliance Credit Union Limited
QuintEssential Credit Union Limited
Railway Employees' (Sarnia) Credit Union Limited
R.B.W. Employees' (Owen Sound) Credit Union Limited
Resurrection Credit Union Limited
Rochdale Credit Union Limited
Saugeen Community Credit Union Limited
Scarborough Hospitals Employees' Credit Union Limited
Sheridan Park Credit Union Limited
Slovenia Parishes (Toronto) Credit Union Limited
Smiths Falls Community Credit Union Limited
So-Use Credit Union Limited
Southlake Regional Health Centre Employees' Credit Union Limited
Southwest Regional Credit Union Ltd.
St. Josaphat's Parish (Toronto) Credit Union Limited
St. Marys Paperworkers Credit Union Limited
St. Mary's (Toronto) Credit Union Limited
St. Stanislaus-St. Casimir's Polish Parishes Credit Union Limited
St. Willibrord Community Credit Union Limited
Standard Tube Employees' (Woodstock) Credit Union Limited
Starnews Credit Union Limited
State Farm (Toronto) Credit Union Limited
Stelco Finishing Works Credit Union Limited
Sudbury Regional Credit Union Limited
Sunnybrook Credit Union Limited
Superior Credit Union Limited
Sydenham Community Credit Union Limited
Taiwanese - Canadian Toronto Credit Union Limited
Talka Lithuanian Credit Union Limited
Thamesville Community Credit Union Limited
Thorold Community Credit Union Limited
Thunder Bay Elevators Employees' Credit Union Limited
Timmins Regional Credit Union Ltd.
Tobacco Workers' (Guelph) Credit Union Limited
Toronto Catholic School Board Employees Credit Union Limited
Toronto Electrical Utilities Credit Union Limited (The)
Toronto Municipal Employee's Credit Union Limited
Twin Oak Credit Union Ltd.
Ukrainian Credit Union Limited
Ukrainian (St. Catharines) Credit Union Limited
Unigasco Community Credit Union Limited
United Employees Credit Union Limited
United Communities Credit Union Limited
United Ukrainian Credit Union Limited
Unity Savings and Credit Union Limited
Utilities Employees' (Windsor) Credit Union Limited
Victory Community Credit Union Limited
Virtual One Credit Union Limited
Wallace Barnes Employees' Credit Union Limited
William S. Gibson Employees' Credit Union (Mt. Dennis) Limited
Windsor Family Credit Union Limited
Windsor-Essex County Catholic Parishes Credit Union Ltd.
Your Credit Union Limited
Your Neighbourhood Credit Union Limited

Fédérations

L'Alliance des caisses populaires de l'Ontario Inc.
Credit Union Central of Ontario
Fédération des caisses populaires de l'Ontario Inc. (La)